CEB

COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Rapport du Gouverneur **2020**



À propos de la CEB

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) est une institution financière multilatérale dotée d'une mission sociale.

Fondée en 1956 par huit États membres du Conseil de l'Europe afin de trouver des solutions aux problèmes des réfugiés, elle est la doyenne des institutions multilatérales de développement européennes.

Bien que la CEB procède d'un Accord Partiel entre des États membres du Conseil de l'Europe, elle possède une personnalité juridique distincte et est indépendante financièrement. Elle partage les principes et les valeurs du Conseil de l'Europe, lequel défend et promeut les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

Projets

La CEB investit dans des projets sociaux qui favorisent la croissance inclusive et apportent un soutien aux populations les plus vulnérables dans toute l'Europe, tout en encourageant la durabilité environnementale.

La CEB accorde des prêts et des garanties à ses 42 États membres pour financer des projets répondant à un certain nombre de critères. Les gouvernements, les collectivités locales ou régionales et les institutions financières sont autant d'emprunteurs potentiels. Les demandes de prêt sont soumises à un examen rigoureux, et les projets s'y rapportant sont conçus et mis en œuvre dans le respect des politiques sectorielles nationales, le cas échéant.

En outre, la Banque utilise les fonds des donateurs pour soutenir les projets qui requièrent une assistance technique et/ou des subventions d'investissement et qui ont un effet positif sur les personnes les plus vulnérables. Les fonds fiduciaires de la CEB sont alimentés par ses États membres, par des États non membres, ainsi que par l'Union européenne.

Ressources

La CEB lève des fonds sur les marchés internationaux de capitaux pour se financer. Elle dispose également de ressources qui lui sont confiées par différents donateurs, membres ou non de la Banque.

Grâce à son excellente notation de crédit (AAA chez Standard & Poor's, perspective stable, AA+ chez Fitch Ratings, perspective stable, et Aa1 chez Moody's, perspective stable), la Banque emprunte à des conditions avantageuses, ce qui permet d'abaisser significativement le coût des prêts contractés par ses emprunteurs pour financer leurs projets sociaux.





Sommaire

2 À propos de la CEB

4 L'année 2020 en bref

5 Message du Gouverneur

6 En bref : la réponse de la CEB à la pandémie de COVID-19

8 Nouvel État membre de la CEB : Andorre

9 Soutien à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

10 Projets approuvés en 2020
12 Lignes d'action de la CEB
13 Croissance inclusive
23 Soutien aux groupes vulnérables
26 Durabilité environnementale

30 Réalisations de la CEB : les projets finalisés en 2020

32 Récompenser les bonnes pratiques et les innovations en faveur de la cohésion sociale

34 Faire progresser la connaissance du secteur social

36 Partenariats et Donateurs
37 Partenariats
38 Donateurs

46 Activités financières en 2020
47 Portefeuilles de trésorerie
47 Produits dérivés
48 Financement de l'activité en 2020

50 Gouvernance et Ressources humaines
51 Structure de gouvernance
52 Organigramme
53 Contrôle de la conformité
54 Audit interne
54 Évaluation
55 Durabilité
56 Ressources humaines

58 Annexes projets et prêts

66 Notes au lecteur

L'année 2020 en bref

Messages clés

- Soutien continu aux investissements à moyen et long terme dans les infrastructures sociales, afin d'ouvrir la voie à une reprise inclusive en Europe
- Nouvel État membre : Andorre
- Nouveau fonds fiduciaire : le Fonds d'investissement social vert (GSIF), établi par la CEB pour favoriser la transition de ses membres vers une économie verte et résiliente face au changement climatique.
- € 106 millions de contributions supplémentaires versées aux fonds fiduciaires de la CEB par l'Union européenne, la Norvège, la République tchèque et provenant des ressources de la CEB



- Réaction rapide à la forte demande de financements des États membres engendrée par la pandémie de COVID-19
- Personnel résilient, agile et productif, malgré les difficultés posées par la pandémie de COVID-19.

Chiffres clés au 31 décembre 2020

- Une performance solide, bien au-delà des objectifs

Prêts approuvés :
€ 6 milliards,
soit une augmentation de 51% par rapport à 2019 ; la moitié des prêts approuvés concerne des mesures de soutien liées à la pandémie

Encours de prêts :
€ 17,4 milliards,
soit une augmentation de 13% par rapport à 2019

Décaissements :
€ 4,5 milliards,
soit une augmentation de 57% par rapport à 2019. (décaissements rapides)

Fonds levés sur les marchés de capitaux internationaux, sous l'autorisation d'emprunt pour 2020 :
€ 4,5 milliards,
dont € 1 milliard et USD 500 millions par l'émission d'obligations d'inclusion sociale en réponse au COVID-19



- Standard & Poor's a confirmé la notation "AAA, perspective stable" de la CEB le 6 juillet 2020, tandis que Fitch Ratings a révisé sa perspective de "positive" à "stable" tout en conservant sa notation de AA+ le 29 juillet 2020, et Moody's a maintenu sa notation "Aa1+, perspective stable" le 3 juillet 2020. Par ailleurs, Scope Ratings a attribué à la CEB la notation "AAA, perspective stable" (pour sa première notation, non sollicitée) le 2 octobre 2020
- Vigeo-Eiris a accordé à la CEB le statut *"Advanced"*, ISS ESG le statut *"Prime"*, MSCI ESG le statut *"Leader"* et Sustainalytics le statut *"Negligible ESG Risk"* en 2020
- 209 agents permanents de 33 nationalités, dont 54% de femmes et 46% d'hommes.

Message du Gouverneur



J'ai le plaisir de vous annoncer que la CEB a réalisé une performance solide en 2020. La Banque a réagi rapidement face à la pandémie de COVID-19 en approuvant un volume de financement record de 6 milliards d'euros, soit 51% de plus que celui de 2019. Les décaissements de 2020 suivent de près les approbations de prêt et ont atteint 4,5 milliards d'euros, en hausse de 57% sur l'année précédente. Une fois encore, nos levées de fonds sur les marchés de capitaux ont connu un grand succès : nos deux émissions d'obligations d'inclusion sociale en avril et en juin 2020 ont été plébiscitées et nous ont permis de faire bénéficier nos pays membres de conditions de prêt favorables. En outre, les contributions sous forme de dons à nos fonds fiduciaires se sont élevées à 106 millions d'euros.

Au-delà des chiffres, les financements de la CEB ont permis de répondre à des besoins urgents en matière de soins médicaux, de protéger et de créer des emplois, d'assurer la continuité des services publics essentiels et de soutenir des investissements à moyen et long terme dans des infrastructures sociales qui préserveront la cohésion sociale et généreront une croissance économique durable. En d'autres termes, la Banque a rempli son mandat social et les témoignages individuels que vous pouvez lire dans ce rapport ou consulter sur notre site Internet l'illustrent parfaitement.

L'attractivité et la pertinence de la Banque, en particulier en période de crise économique et sociale majeure, ont été réaffirmées par l'adhésion d'Andorre qui est devenue le 42ème État membre de la CEB en mai 2020. Un premier prêt en faveur de dépenses médicales liées au COVID-19 a été approuvé en septembre 2020. Outre le financement de médicaments, de tests de dépistage et autres consommables, le prêt de la CEB a aidé Andorre à lancer son programme de vaccination.

En 2020, la Banque a lancé le Prix de la CEB pour la cohésion sociale - un concours ouvert, doté d'une récompense de 25 000 euros en faveur d'un projet qui a contribué de manière significative à la cohésion sociale en Europe, par son caractère innovant et son efficacité. L'initiative se poursuivra en 2021, car la Banque estime que des investissements novateurs et ciblés dans le secteur social sont essentiels à la croissance économique durable de l'Europe. Ils doivent donc être reconnus publiquement et diffusés largement, et le Prix de la CEB est un moyen d'y parvenir.

Le partage des connaissances et le renforcement des partenariats représentent une part importante des activités de la Banque en 2020. Par ses publications et sa participation à des événements de haut niveau et aux groupes de travail des banques multilatérales de développement (BMD), la CEB a plaidé en faveur du développement social et promu les meilleures pratiques du secteur social. Elle a notamment coordonné et fait le bilan de la réponse d'urgence et du soutien à la reprise des BMD face à la crise du COVID-19, et s'est jointe à un groupe de 11 BMD et au Fonds monétaire international (FMI) pour lancer le tout premier rapport conjoint sur le financement des objectifs de développement durable (ODD).

La réponse vigoureuse de la Banque aux défis de 2020 est due à une équipe de 209 personnes qui ont travaillé sans relâche avec nos États membres, nos investisseurs, nos donateurs et nos organes de gouvernance depuis les premiers jours de la pandémie de COVID-19 pour traduire les besoins d'urgence et de relance en mesures et projets concrets et efficaces, qui généreront plus de 23 milliards d'euros d'investissements dans toute l'Europe.

Cependant, l'effort de la CEB pour répondre aux besoins sociaux toujours croissants n'est pas nouveau. En 2012, les approbations de prêts se sont élevées à 1,8 milliard d'euros et les décaissements à 1,6 milliard d'euros. Aujourd'hui, seulement neuf ans après, alors que nous célébrons notre 65ème anniversaire, les volumes d'approbations de projets de la Banque ont triplé, le nombre de membres et de partenariats a augmenté et le mandat de développement social n'a fait que gagner en pertinence. Cela ne s'est pas fait du jour au lendemain, mais progressivement et sur la base de stratégies de financement robustes.

À l'avenir, alors que le COVID-19 exacerbe les inégalités en Europe, la CEB continuera à plaider en faveur d'un développement inclusif et soutiendra les projets et initiatives qui favorisent l'inclusion sociale et économique, en particulier en faveur des groupes vulnérables, tout en faisant progresser la décarbonisation et la résilience climatique en Europe. En somme, la Banque continuera à contribuer à une économie durable qui bénéficiera à tous.

Paris, le 2 mars 2021
Rolf WENZEL

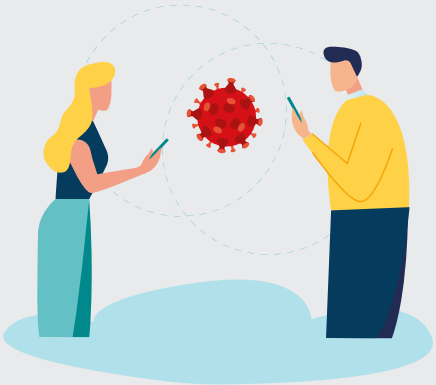


En bref : la réponse de la CEB à la pandémie de COVID-19

La CEB a :



- adapté sa Facilité de financement du secteur public, un instrument de financement destiné aux partenaires publics nationaux et infranationaux, afin de couvrir :
  - l'acquisition, dans le cadre des mesures d'urgence, d'équipements et de produits consommables médicaux
  - la rénovation et la transformation d'espaces et de locaux médicaux et la mobilisation de sources d'expertise supplémentaires
  - les besoins du secteur de l'éducation et du secteur du travail social
- collaboré avec des emprunteurs afin de poursuivre son soutien aux micros, petites et moyennes entreprises et aux entreprises municipales, en accordant la priorité à la préservation des emplois et à la facilitation des investissements municipaux en cours
- mis en place des dérogations temporaires concernant la proportion du coût total des projets qui peut être couverte par le prêt de la CEB, ainsi que la possibilité pour la première tranche de décaissement de dépasser le plafond habituel de 50% du montant total du prêt



- émis deux obligations d'inclusion sociale en réponse au COVID-19 : une obligation à échéance à sept ans, d'un montant total de EUR 1 milliard (avril 2020), et une autre à échéance à trois ans, d'un montant total de USD 500 millions (juin 2020)
- réaffecté 530 millions d'euros dans les accords de financement existants pour mieux répondre aux besoins des TPE-PME européennes en matière de fonds de roulement et d'investissements.

Des financements rapides, souples, ciblés en faveur de nos États membres, à la fois au plus fort de la crise du COVID-19 et sur la voie de la reprise :



- **Prêts approuvés :**

€ 3,1 milliards
18 pays

La Banque a pu prendre ces mesures grâce :



- **à ses équipes et à des services d'appui résilients, qui ont travaillé aux côtés des États membres depuis le tout début de la pandémie de COVID-19 afin de répondre aux besoins liés à la crise et à la reprise par des projets éligibles au financement de la CEB**
- **au soutien des organes collégiaux de la CEB, qui se sont réunis plus fréquemment lors de sessions extraordinaires en ligne, afin de répondre le plus rapidement possible aux besoins de financement.**



Marianne Hagen,
Secrétaire d'État du Ministère norvégien des Affaires étrangères, le 5 mai 2020

"La Norvège est fière de sa contribution à la Banque de Développement du Conseil de l'Europe. À ce jour, la Banque a approuvé avec efficacité et rapidité des prêts d'un montant total de € 1,7 milliard en réponse au COVID-19. Cela confirme le rôle de la CEB comme instrument majeur de la solidarité en Europe."

Nouvel État membre de la CEB : Andorre

La Principauté d'Andorre est devenue en mai 2020 le 42ème État membre de la CEB. Cette adhésion confirme le caractère attractif de la Banque ainsi que la pertinence de son mandat social, en particulier lorsque la solidarité européenne s'avère indispensable pour répondre à des problèmes majeurs tels que la pandémie de COVID-19.

En septembre 2020, la CEB a approuvé son premier prêt à Andorre, d'un montant de € 12 millions, destiné à couvrir jusqu'à 90% du coût des services, produits consommables et équipements médicaux utilisés dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, ainsi que la multiplication par trois du nombre d'unités de soins intensifs (pour atteindre au total 35 unités). Ce financement a aidé le pays à faire face à la pandémie de COVID-19 et à accroître la résilience de son système de santé.

Outre sa contribution à l'acquisition de tests de dépistage et d'autres produits consommables, le prêt de la CEB a permis à Andorre de commencer sa campagne de vaccination en achetant 30 000 doses du vaccin Pfizer/BioNTech à l'Espagne. Cette première phase de la campagne de vaccination vise à protéger les résidents des maisons de retraite, les professionnels de santé et les travailleurs de première ligne.

Éric Jover,
Ministre des Finances et porte-parole du Gouvernement

"Cet accord va nous aider à lutter contre le COVID-19, mais aussi à accroître la résilience économique de notre pays, tout en renforçant notre engagement en faveur du multilatéralisme et des objectifs du Conseil de l'Europe."

Qui peut devenir membre de la CEB ?

- Tout État membre du Conseil de l'Europe peut devenir membre de la CEB en adressant une déclaration en ce sens au/à la Secrétaire Général(e). Les États européens non membres du Conseil de l'Europe peuvent également devenir membres de la CEB ou conclure un accord d'association avec elle à certaines conditions.
- Les institutions internationales à vocation européenne peuvent elles aussi devenir membres de la Banque ou conclure un accord d'association avec elle.

Pour davantage d'informations, voir le Statut de la CEB disponible ici : https://coebank.org/en/about/basic-legal-texts/.



Marc Ballestà Alias,
Secrétaire d'État aux Affaires financières internationales

"L'accès aux fonds de la CEB pour financer une partie des dépenses sanitaires liées au COVID-19, notamment la campagne de vaccination, a été d'une importance capitale pour le Gouvernement d'Andorre ; il garantit que tous nos citoyens disposeront des ressources médicales dont ils ont besoin."

Soutien à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Comme indiqué dans son Plan de développement pour la période 2020-2022, la CEB a pour objectif d'aider ses États membres à tenir les engagements qu'ils ont pris dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Agenda 2030).

En 2020, la Banque a examiné les projets candidats à un financement par rapport aux dix objectifs de développement durable (ODD) les plus en phase avec son mandat :

- les ODD alignés sur le mandat social principal de la Banque : l'ODD 1 (Pas de pauvreté) et l'ODD 10 (Inégalités réduites)
- les ODD liés aux enjeux transversaux : l'ODD 5 (Égalité entre les sexes) et l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques)
- les ODD pertinents dans le cadre de projets spécifiques : l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être), l'ODD 4 (Éducation de qualité), l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique), l'ODD 11 (Villes et communautés durables) et l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces).

Une grande majorité des projets approuvés en 2020 contribuera à la réalisation des ODD 10 (Inégalités réduites), 3 (Bonne santé et bien-être) et 11 (Villes et communautés durables). Le Rapport sur la durabilité de la Banque donne davantage de détails sur la répartition exacte des financements de la CEB entre les ODD retenus.

LITUANIE

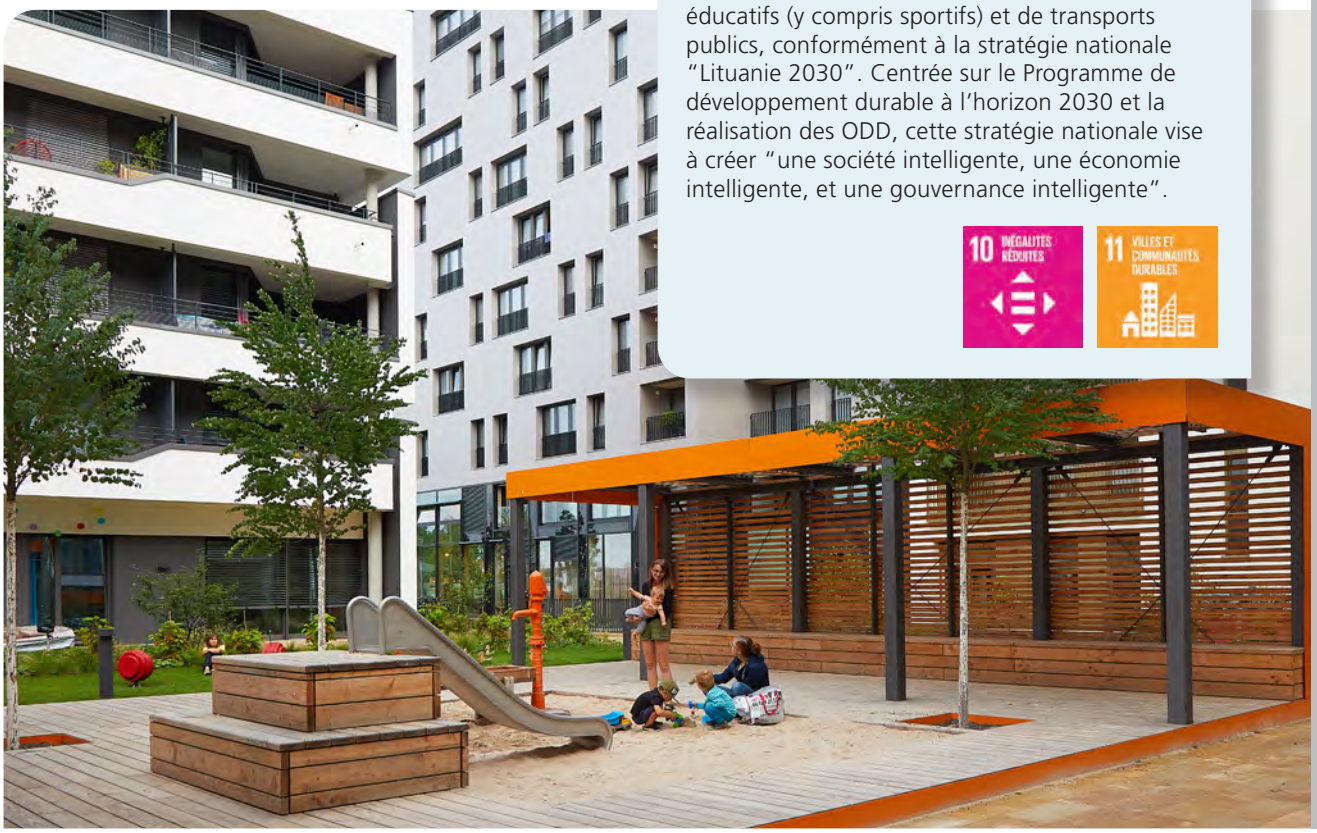
Soutien à la Stratégie nationale pour 2030

Prêt : € 100 millions

Emprunteur : Gouvernement

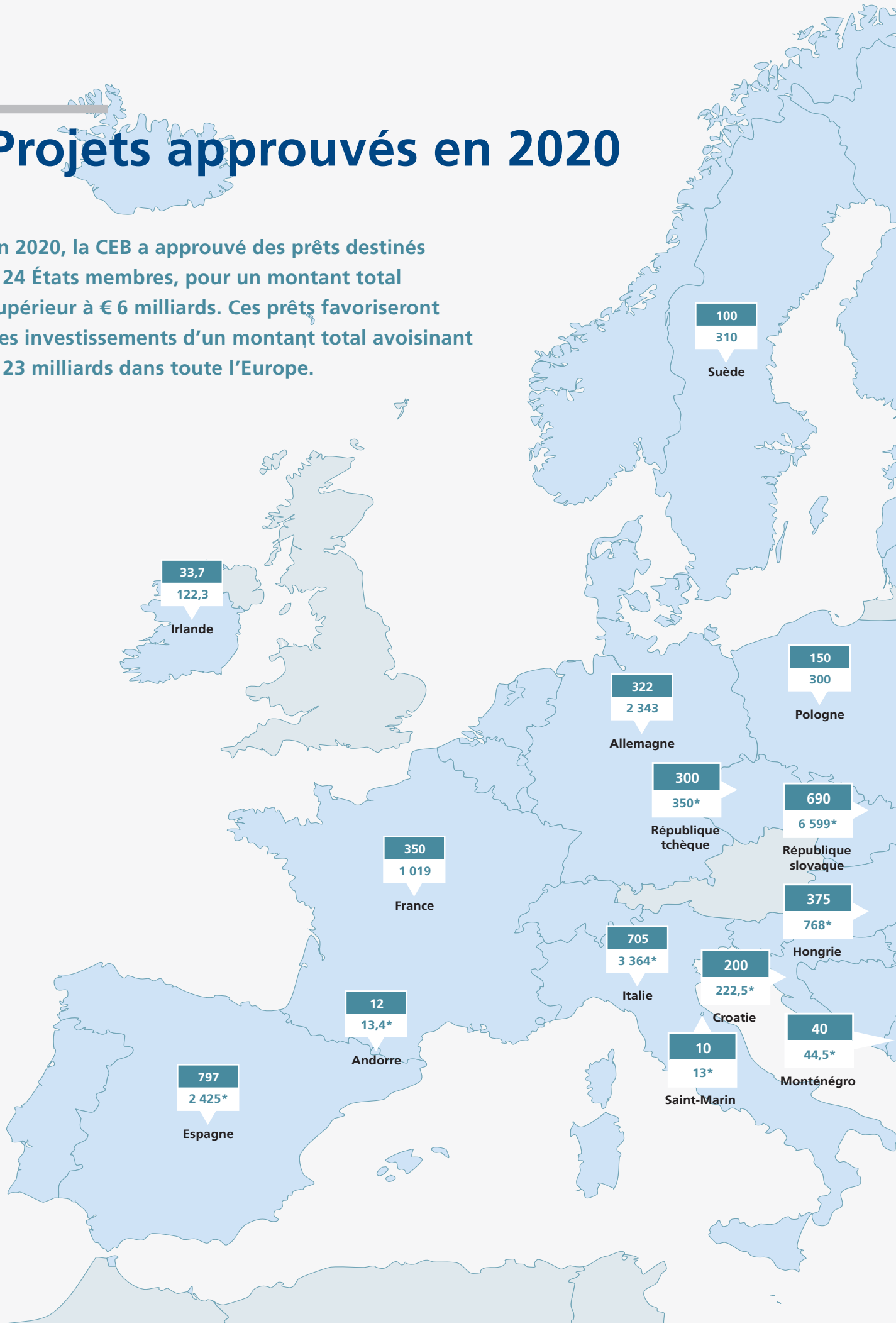
Bénéficiaires ciblés : les entités publiques et régionales et les communes de Lituanie et leurs résidents

Le financement de la CEB contribuera à la reconstruction et à l'expansion des infrastructures et services culturels, médicaux, éducatifs (y compris sportifs) et de transports publics, conformément à la stratégie nationale "Lituanie 2030". Centrée sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réalisation des ODD, cette stratégie nationale vise à créer "une société intelligente, une économie intelligente, et une gouvernance intelligente".



Projets approuvés en 2020

En 2020, la CEB a approuvé des prêts destinés à 24 États membres, pour un montant total supérieur à € 6 milliards. Ces prêts favoriseront des investissements d'un montant total avoisinant € 23 milliards dans toute l'Europe.



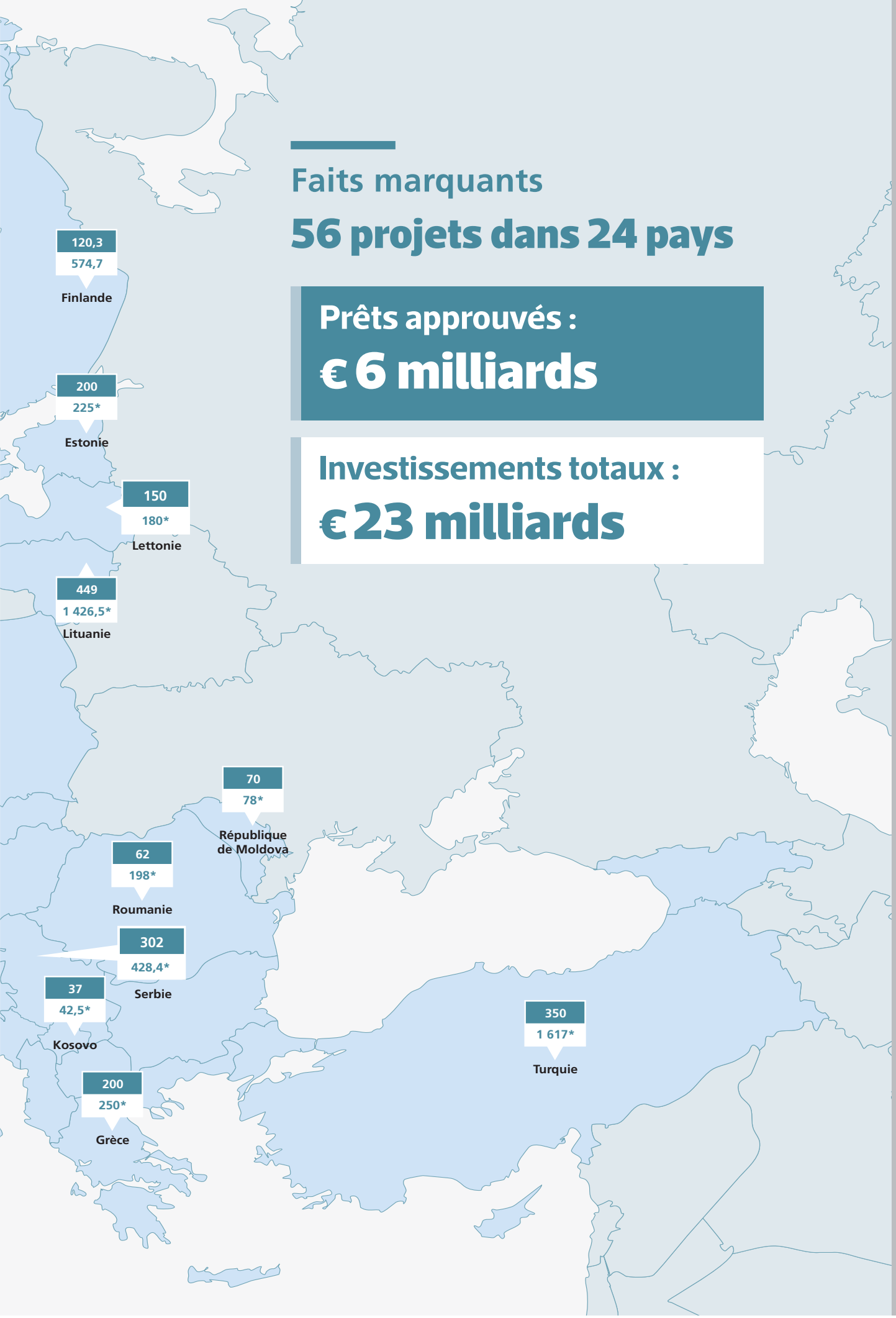
La liste complète des États membres de la CEB figure dans les Notes au lecteur en dernière page.

Faits marquants

56 projets dans 24 pays

Prêts approuvés :
€ 6 milliards

Investissements totaux :
€ 23 milliards



* États membres ayant bénéficié du soutien de la CEB face au COVID-19

Lignes d'action de la CEB

Le mandat social prioritaire de la CEB est aujourd'hui défini par des actions qui promeuvent :

- la croissance inclusive
- le soutien aux groupes vulnérables
- la durabilité environnementale.

Les financements de la CEB sont de plus en plus consacrés à la mise en œuvre de solutions souples et intégrées face aux problèmes sociaux que rencontrent ses États membres. Les investissements en faveur des infrastructures et services du secteur social sont donc accompagnés de mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique ou d'interventions spécifiquement destinées aux personnes vulnérables. Par conséquent, les financements approuvés au titre des trois lignes d'action de la CEB (croissance inclusive, soutien aux groupes vulnérables et durabilité environnementale) se recoupent pour partie.

ROUMANIE

Verdissement des infrastructures sociales et soutien aux groupes vulnérables

Prêt : € 47 millions

Emprunteur : "Secteur 6" de Bucarest

Bénéficiaires ciblés : les résidents du "secteur 6" de Bucarest, y compris les groupes vulnérables

Le financement de la CEB contribuera à :

- réaménager plus de 100 immeubles d'habitation collectifs et 13 écoles et crèches publiques
- construire ou réaménager huit centres de loisirs et crèches de manière à en faire des bâtiments presque passifs
- construire 246 logements sociaux économes en énergie
- assurer le fonctionnement d'une banque alimentaire et d'une cantine sociale, destinées aux groupes vulnérables de résidents du "Secteur 6", tels que les personnes âgées, les mères célibataires et leurs enfants, les membres de la minorité ethnique rom, les personnes sans emploi et les personnes présentant un handicap.





Croissance inclusive

Les investissements de la CEB contribuent à une croissance durable et inclusive en Europe. Les projets financés dans le cadre de cette ligne d'action de la CEB sont centrés sur le développement des infrastructures sociales publiques, la création et la préservation des emplois, l'accès au marché du travail et la création de logements sociaux et de logements abordables.

► Réponse rapide à la crise du COVID-19

En 2020, la CEB a approuvé des prêts d'un montant total de € 4,9 milliards en faveur de la croissance inclusive. Une partie de cette somme (€ 3,1 milliards) est consacrée à des financements destinés à aider 18 États membres à faire face à la pandémie de COVID-19. Les prêts approuvés en réponse ont en particulier :

- contribué à atténuer la diffusion et les conséquences du COVID-19 en garantissant la disponibilité des services médicaux et fournitures nécessaires, y compris les tests de dépistage et les vaccins
- accroître les capacités des hôpitaux, et surtout des services de soins intensifs
- aidé les autorités publiques à assurer la continuité des services publics essentiels
- veillé à ce que les micros, petites et moyennes entreprises disposent des fonds nécessaires pour atténuer les conséquences économiques de la pandémie.

ESPAGNE

Soutien aux mesures d'urgence contre le COVID-19

Prêt : € 200 millions

Emprunteur : Comunidad Autónoma de Madrid

Bénéficiaires ciblés : les 6,7 millions d'habitants de Madrid

L'Espagne est l'un des pays les plus sévèrement touchés par la crise du COVID-19, et la communauté autonome de Madrid compte près d'un tiers des cas confirmés à l'échelle nationale. Le prêt a rapidement été approuvé et signé en avril 2020. Il couvre le coût de services médicaux et sociaux liés au COVID-19 :

- recrutement de nouveaux agents de santé
- embauche de 400 opérateurs supplémentaires pour la ligne téléphonique dédiée au COVID-19
- équipements médicaux et pharmaceutiques supplémentaires (médicaments, tests de dépistage, etc.)
- matériel spécifique nécessaire pour les patients atteints du COVID-19 (lits de soins intensifs, respirateurs, masques, gants, gel hydroalcoolique, etc.)
- renforcement des services dans les maisons d'accueil pour personnes âgées ou en situation de handicap.





CROATIE

Couverture partielle des dépenses de santé exceptionnelles et compensation des pertes de revenus à l'échelle locale

Prêt : € 200 millions

Emprunteur : Gouvernement

Bénéficiaires ciblés : autorités locales et nationales, communauté au sens large

Le financement de la CEB a contribué aux efforts déployés par le gouvernement et les autorités locales pour contenir la pandémie de COVID-19 et atténuer ses effets négatifs sur les services publics essentiels en :

- prenant en charge une partie des achats de produits pharmaceutiques en lien avec le COVID-19, d'équipements médicaux et d'équipements de protection ainsi que l'embauche exceptionnelle et temporaire d'agents de santé
- compensant les pertes de revenus enregistrées par la caisse d'assurance maladie et les autorités locales. Cela a permis à la caisse d'assurance maladie de rémunérer les prestataires de services médicaux et aux autorités locales de continuer à assurer les services publics essentiels.



MONTÉNÉGRO

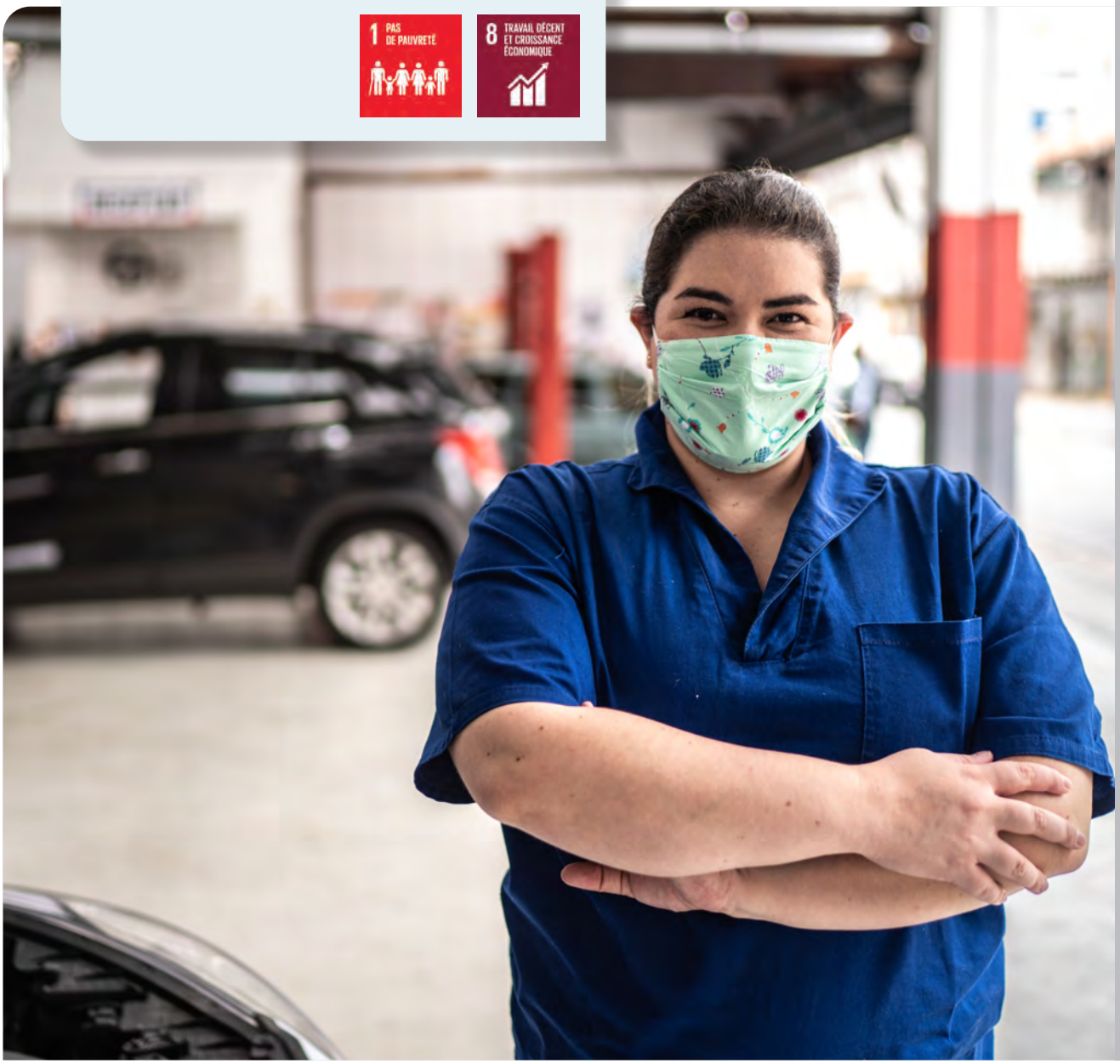
Soutien aux TPE-PME pour atténuer l'impact du COVID-19

Prêt : € 40 millions

Emprunteur : Gouvernement

Bénéficiaires ciblés : TPE-PME

Le prêt de la CEB a aidé les TPE-PME du Monténégro à atténuer l'impact économique du COVID-19 en finançant leurs besoins en fonds de roulement et leurs investissements. Le financement a été mis à disposition par le Fonds d'investissement et de développement du Monténégro et par 13 banques commerciales.



ESTONIE

Ouvrir la voie à la reprise

Prêt : € 200 millions

Emprunteur : Gouvernement

Bénéficiaires ciblés : autorités locales et nationales, entreprises, communauté estonienne au sens large

Le prêt de la CEB accordé à l'Estonie vise à atténuer les répercussions négatives de la crise du COVID-19 en :

- finançant la recherche et développement thématique sur le COVID-19, notamment en équipant un laboratoire de biosécurité de haut niveau à l'Institut de biomédecine et de médecine translationnelle de l'Université de Tartu
- soutenant les efforts des autorités locales pour continuer à fournir des services publics essentiels
- finançant des subventions et des programmes relatifs aux fonds de roulement pour les TPE-PME touchées par la crise, par le biais de la fondation publique *Enterprise Estonia* et de la fondation *Rural Development*
- contribuant aux principaux investissements dans les infrastructures locales, notamment la réfection des routes locales ou encore l'extension de l'accès à l'Internet à haut débit aux zones rurales.











► Favoriser la reprise inclusive des États membres de la CEB

Outre les financements approuvés directement en réponse à la situation d'urgence liée au COVID-19, la CEB a continué à soutenir les investissements à moyen et long terme dans les infrastructures sociales qui jouent un rôle important pour préserver la cohésion sociale, mais aussi pour favoriser des emplois et une croissance économique durables.

- **Amélioration des infrastructures urbaines et rurales dans tous les secteurs :** en 2020, la CEB a accordé des prêts de plus de € 900 millions en appui aux investissements dans les infrastructures urbaines et rurales. Ces prêts couvrent diverses activités, telles que le développement des transports publics urbains et régionaux, les solutions de mobilité durables, les systèmes d'approvisionnement en eau et de collecte des eaux usées, la protection contre les catastrophes naturelles et écologiques, ou encore le patrimoine culturel.



IRLANDE

Des infrastructures sociales durables pour tous

Prêt : € 34 millions

Emprunteur : Conseil du Comté de Cork

Bénéficiaires ciblés : 60 000 personnes vivant dans le Comté de Cork

Le financement de la CEB soutiendra le programme d'investissement socialement durable (SSIP) du Comté pour 2019-2029 qui vise à maximiser le potentiel de croissance tout en assurant sa durabilité. Il permettra de financer jusqu'à 52 projets proposés dans neuf centres urbains du comté. Ces sites présentent tous des défis socioéconomiques, mais jouent un rôle clé dans l'offre d'emplois et de services pour leurs zones rurales plus larges. Les investissements visent à :

- améliorer les conditions de vie dans les zones urbaines et rurales, y compris les réseaux routiers, les installations de sport et de loisirs
- protéger et réhabiliter le patrimoine historique et culturel
- favoriser les projets de protection de l'environnement et d'efficacité énergétique
- améliorer les services de santé
- renforcer la protection contre les catastrophes naturelles et écologiques.



Mary Linehan Foley,
Maire du comté de Cork

"Ce prêt contribuera à la durabilité économique et sociale de nos communautés, en s'attaquant à ces défis locaux, mais néanmoins très divers. La réfection de nos réseaux routiers, la modernisation de nos centres-villes, la protection contre les inondations et les investissements dans nos aménagements touristiques et nos sites patrimoniaux permettront au comté de Cork de rester un endroit où il fait bon vivre et travailler, ainsi qu'un lieu très agréable à visiter pour tous."



RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Cofinancement de projets prioritaires dans le cadre de l'Accord de partenariat conclu avec l'Union européenne

Prêt : € 300 millions

Emprunteur : Gouvernement

Bénéficiaires ciblés : institutions publiques locales et centrales, régions autonomes, municipalités, etc.

Le financement de la CEB soutiendra les projets prioritaires de l'Accord de partenariat de la République slovaque durant la période de programmation 2014-2020. Le prêt de la CEB contribuera en particulier à la réalisation d'investissements sociaux dans plusieurs domaines afin de stimuler la croissance inclusive et de soutenir la protection de l'environnement. Ces investissements couvriront notamment des mesures d'efficacité énergétique, des infrastructures de protection contre les inondations, et des travaux de traitement des eaux usées.



Erika Jurinová,
Présidente de la région autonome de Žilina

"Nous nous réjouissons de la poursuite de la coopération avec la CEB, qui est l'institution financière la plus importante pour la région autonome de Žilina, afin de pouvoir soutenir de nouveaux projets d'investissement qui contribueront au développement de la région. Nous sommes heureux que, même en période difficile où les municipalités et les régions doivent faire face à une perte de recettes importante, nous puissions recourir à une nouvelle formule de financement avantageuse pour réaliser les investissements et les projets prévus, principalement dans les domaines de la santé, des services sociaux et des transports, ainsi que pour mettre en œuvre des projets financés par l'Union européenne."

POLOGNE

Soutien à l'emploi dans les TPE-PME

Prêt : € 150 millions

Emprunteur : Europejski Fundusz Leasingowy

Bénéficiaires ciblés : TPE-PME

Le prêt de la CEB contribuera au renforcement de la compétitivité des TPE-PME et à créer de l'emploi. La majorité des bénéficiaires devrait être des petites et micro-entreprises, c'est-à-dire celles qui comptent moins de 50 employés et dont le chiffre d'affaires ou le total du bilan ne dépasse pas € 10 millions.

Au moins 10% des fonds sont destinés aux entrepreneures et aux entreprises dirigées par des femmes.







- **Accès à des solutions de financement abordables pour les TPE-PME :** la CEB a approuvé plus de € 700 millions de financements destinés aux TPE-PME en 2020, y compris dans le cadre du soutien spécifique face au COVID-19. Ce financement permettra aux bénéficiaires de lancer des activités ou d'étendre leurs activités existantes en achetant des actifs productifs et en procédant à la construction/l'agrandissement de nouveaux locaux. Il soutiendra également les entreprises dans leurs efforts de développement ou de déploiement de technologies innovantes et d'optimisation des processus, y compris en ce qui concerne l'amélioration de l'efficacité énergétique.

- **Éducation et formation professionnelle**

  La CEB a approuvé plus de € 450 millions en 2020 pour la construction et la rénovation d'infrastructures éducatives, notamment d'installations sportives. Les nouvelles infrastructures seront économes en énergie et résilientes au changement climatique.

SUÈDE

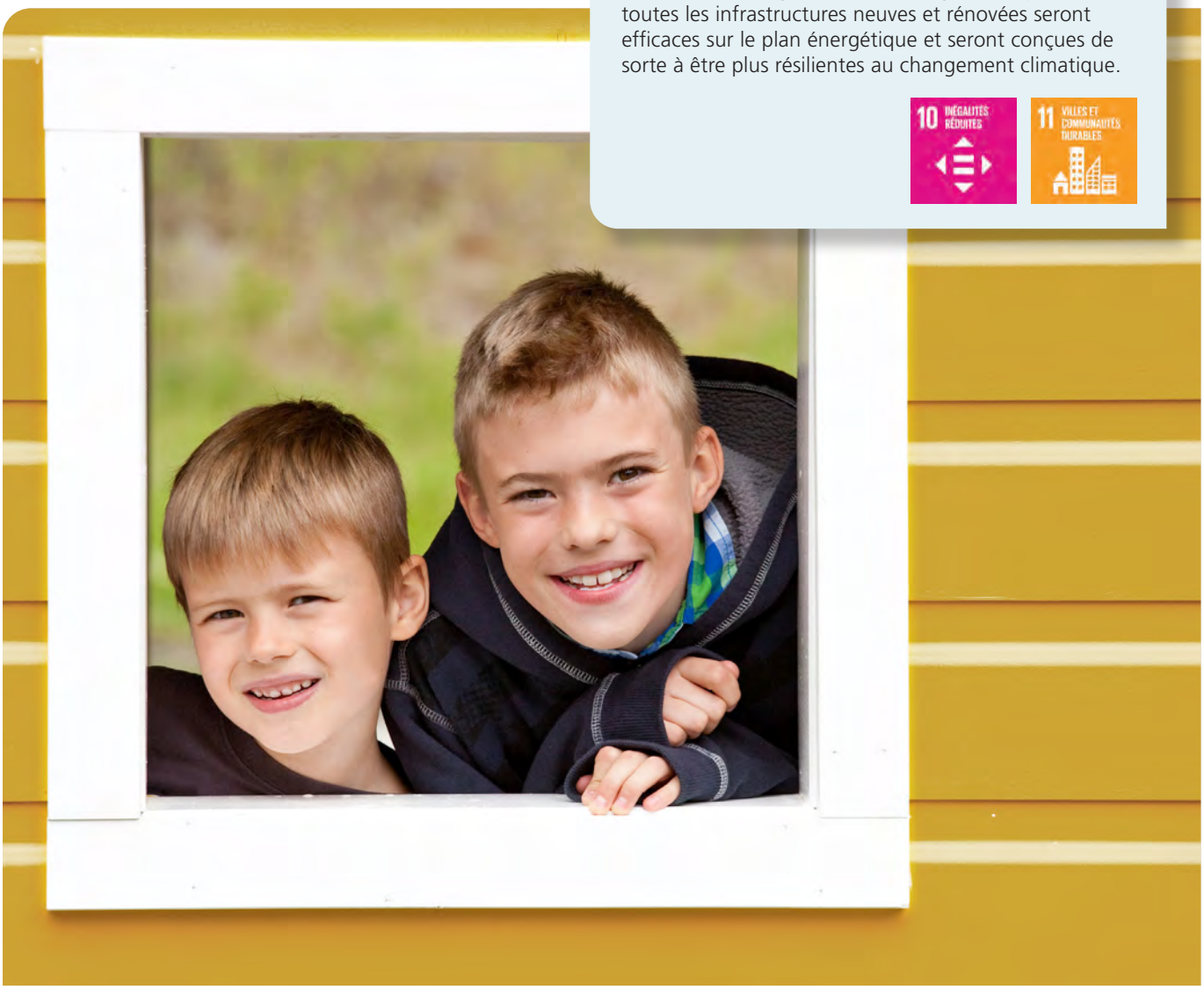
Des infrastructures éducatives vertes pour tous

Prêt : € 100 millions

Emprunteur : Ville d'Uppsala

Bénéficiaires ciblés : élèves et enseignants à Uppsala, communauté au sens large

Le financement de la CEB favorisera la construction de nouveaux bâtiments éducatifs et la rénovation, y compris la modernisation, des installations existantes à Uppsala. Les investissements se traduiront par la création de 4 100 places en établissement préscolaire et en école primaire, ce qui permettra à la ville de mieux répondre à l'augmentation générale de la population, dont celle des migrants et des réfugiés. Qui plus est, toutes les infrastructures neuves et rénovées seront efficaces sur le plan énergétique et seront conçues de sorte à être plus résilientes au changement climatique.





- **Solutions de logement social et abordable :** la CEB finance des initiatives en faveur des logements abordables et durables pour les populations vulnérables, à savoir les familles modestes et/ou monoparentales, les personnes déplacées, les migrants et les réfugiés, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, etc. En 2020, la Banque a approuvé un financement de € 184 millions en faveur de solutions de logement social et abordable en Allemagne, en Finlande et en Serbie. Tous les travaux de rénovation incluront des travaux de réaménagement et renforceront donc les mesures d'efficacité énergétique.

ALLEMAGNE

Logement social et abordable pour les résidents de Berlin

Prêt : € 100 millions

Emprunteur : Gewobag Wohnungsbau AG Berlin

Bénéficiaires ciblés : 10 000 personnes vulnérables et à faibles ressources

La CEB financera la construction et la modernisation, notamment le réaménagement, d'environ 5 400 logements sociaux et abordables. Le prêt devrait bénéficier à quelque 10 000 personnes. Parmi ces personnes figurent principalement des foyers modestes et des groupes de population vulnérables, dont des personnes présentant un handicap, des personnes âgées, des étudiants et des migrants vivant à Berlin.





FINLANDE

Logements étudiants durables

Prêt : € 10,3 millions

Emprunteur : Pirkan Opiskelija-asunnot (POAS) - Tampere Region Student Housing Municipal Company

Bénéficiaires ciblés : 250 étudiants

Le prêt de la CEB aidera Tampere à répondre à la demande croissante de logements étudiants, en augmentant le parc de logements étudiants à Tampere et en fournissant des appartements à prix raisonnable aux étudiants et aux personnes actives de moins de 30 ans. À cet égard, la CEB financera quelque 250 logements à trois endroits différents de la ville, tous situés à proximité d'établissements d'enseignement. Parmi ces emplacements figure notamment Jäähallinkaari où 56 logements devraient pouvoir accueillir de nouveaux occupants en décembre 2021.

[Faits marquants]

Prêts approuvés :

€ 4,9 milliards

Investissements totaux :

€ 19,7 milliards

Soutien aux groupes vulnérables

La CEB soutient les investissements visant à intégrer les citoyens les plus vulnérables et à bâtir une société plus diversifiée. En sus des projets d'infrastructures durables axés, entre autres, sur le logement et l'éducation, la CEB favorise aussi l'accès des groupes vulnérables aux financements, par le biais d'institutions de microfinance.

En 2020, la CEB a approuvé € 291 millions de prêts s'inscrivant dans cette ligne d'action, en vue de :

- construire et rénover des logements sociaux et abordables pour les foyers modestes et certains groupes de population vulnérables, tels que les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les étudiants et les migrants
- construire des résidences universitaires pour les étudiants issus de milieux particulièrement vulnérables, notamment les étudiants qui n'ont pas de parents ou qui ont un seul parent, les réfugiés et les personnes déplacées, ainsi que les étudiants issus de la minorité Rom ou d'autres minorités
- fournir des infrastructures sociales et des services sociaux de qualité pour les personnes âgées et les sans-abri, les personnes présentant un handicap, ainsi que les victimes de violences à caractère sexiste.

Les prêts octroyés dans le cadre de cette ligne d'action viennent compléter les activités menées grâce aux dons provenant des fonds fiduciaires de la CEB. De plus amples informations sont disponibles à ce sujet dans la partie Partenariats et Donateurs de ce rapport.

ESPAGNE

Accès pour tous aux infrastructures sociales et aux services sociaux

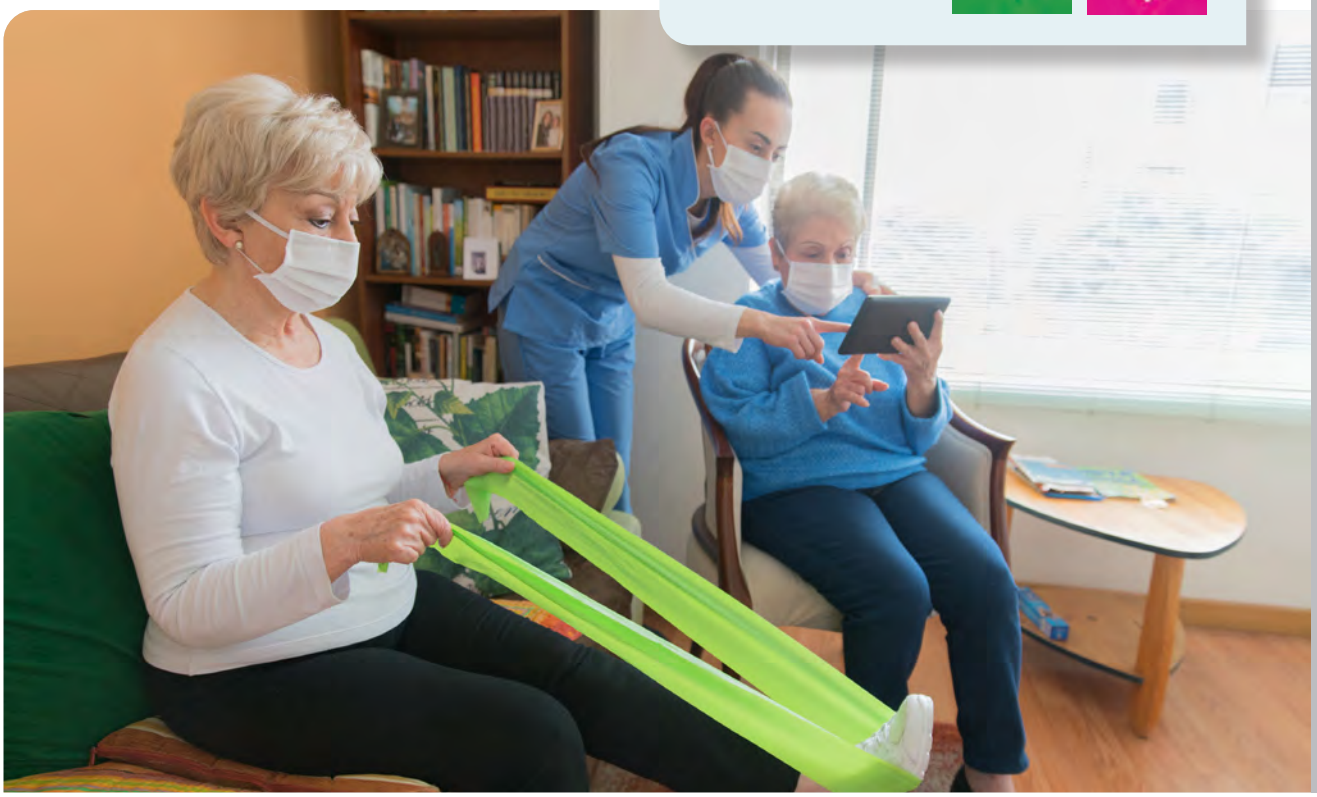
Prêt : € 50 millions

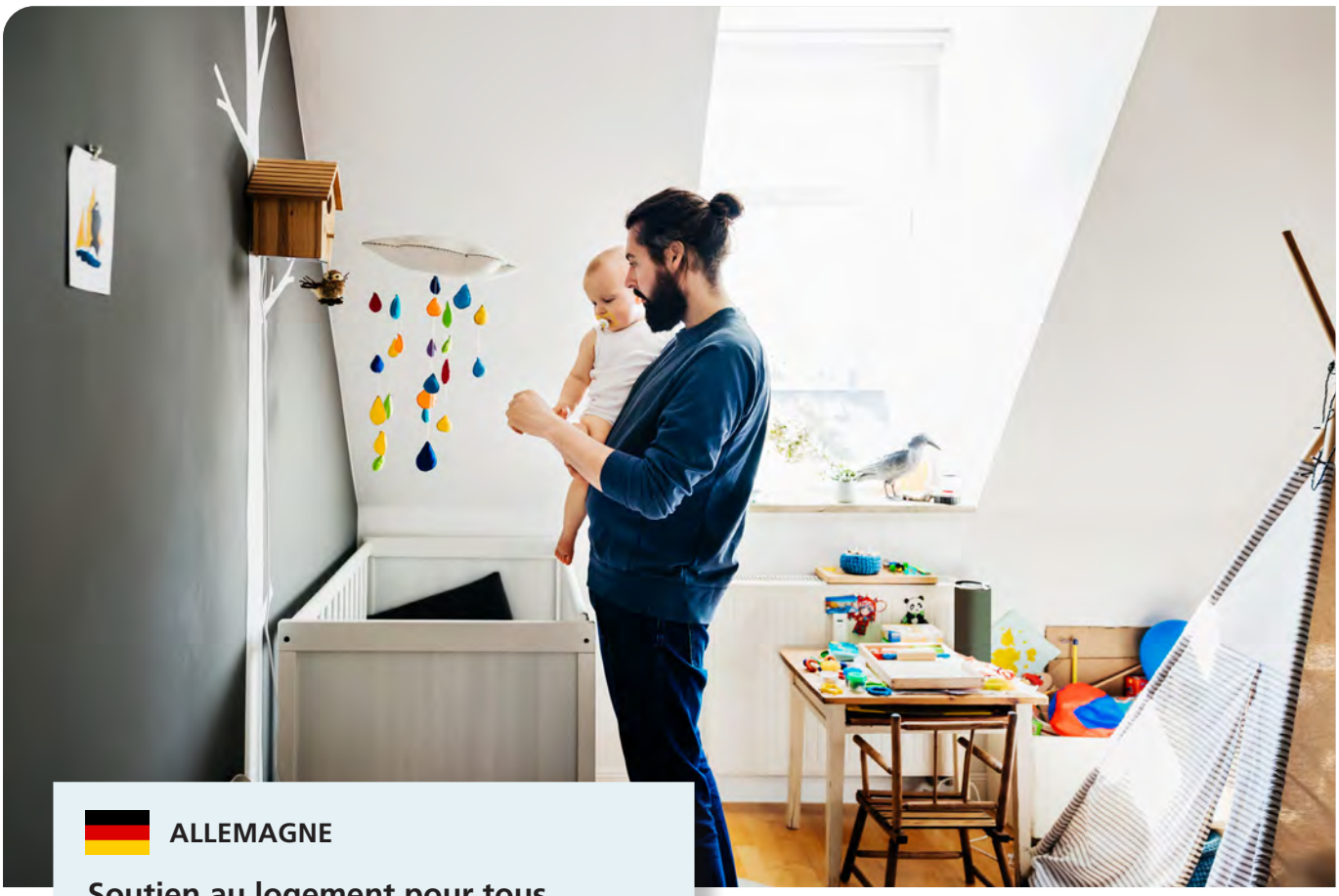
Emprunteur : Comunidad Foral de Navarra

Bénéficiaires ciblés : plus de 150 000 personnes vulnérables, y compris des personnes âgées, des sans-abri, des personnes en situation de handicap et des victimes de violences basées sur le genre.

Le financement de la CEB appuiera les efforts de la région de Navarre visant à :

- garantir l'accès à des infrastructures adéquates (par exemple, maisons d'accueil, centres de jour) et aux services sociaux associés pour les personnes âgées et les personnes présentant un handicap
- soutenir les victimes de violence à caractère sexiste, y compris en protégeant les hébergements temporaires
- mettre en place des cantines sociales pour les sans-abri.





ALLEMAGNE

Soutien au logement pour tous

Prêt : € 42 millions

Emprunteur : Leipziger Wohnungs- und Baugesellschaft mbH

Bénéficiaires ciblés : ménages à bas revenus, notamment les jeunes familles, les familles monoparentales, les personnes présentant un handicap, les personnes âgées, les sans-abri, les migrants et les réfugiés

Le financement de la CEB aidera la ville de Leipzig à étendre son offre de logements locatifs grâce à la construction de nouveaux logements sociaux et à la rénovation d'ensembles immobiliers existants. En outre, le prêt de la CEB contribuera à la construction de crèches sur les sites où seront construits les nouveaux bâtiments. Elles permettront d'accueillir plus de 300 enfants.

Le prêt viendra compléter le prêt de € 58 millions approuvé en décembre 2019, ce qui portera le montant total du financement de la CEB accordé à la Leipziger Wohnungs- und Baugesellschaft à € 100 millions.



Marija Pejčinović Burić,
Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe

"Le soutien de la CEB aux groupes vulnérables s'inscrit parfaitement dans le cadre du mandat du Conseil de l'Europe qui consiste à promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Je suis convaincue que son rôle continuera à se développer et à bénéficier à la cohésion sociale et à l'intégration en Europe."

[Faits marquants]

Prêts approuvés :

€ 291 millions

Investissements totaux :

€ 993 millions

SERBIE

Accès à l'éducation pour tous

Prêt : € 32 millions

Emprunteur : Gouvernement

Bénéficiaires ciblés : étudiants vulnérables et à faibles ressources, notamment issus de la minorité Rom ou d'autres minorités

La CEB contribuera à la construction de deux résidences étudiantes dans les villes de Belgrade et de Niš. Ces nouvelles résidences se composeront de 1 400 logements individuels. Les bénéficiaires de ces nouveaux investissements seront les étudiants de toute la Serbie recevant des aides financières de l'État, notamment ceux originaires des régions les moins développées du pays ou issus de familles à revenus modestes. De plus, 10% de l'ensemble des logements seront réservés aux étudiants de milieux défavorisés, tels que ceux qui n'ont pas de parents ou qui ont un seul parent, les réfugiés et les personnes déplacées, ou les étudiants de la minorité Rom et d'autres minorités.



Durabilité environnementale

La CEB finance des projets qui soutiennent l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, ainsi que d'autres objectifs environnementaux. Elle cherche en outre à renforcer l'intégration des considérations liées au changement climatique dans toutes ses propositions de projet, notamment en les examinant systématiquement du point de vue des risques physiques liés au climat et en rendant compte des émissions de gaz à effet de serre et de leur réduction.

En 2020, en dépit de la nette réorientation du portefeuille de la CEB en faveur de projets visant à répondre aux besoins urgents découlant de la pandémie de COVID-19, la Banque est restée déterminée à aligner progressivement son portefeuille de projets sur les objectifs et les principes de l'Accord de Paris relatif au changement climatique, et à améliorer le suivi de la finance verte et du financement de l'action climatique.

La CEB a approuvé € 798 millions de prêts s'inscrivant dans cette ligne d'action. Sur les 56 projets approuvés, 21 contribuent à atténuer le changement climatique et 11 à renforcer la résilience face au changement climatique. Plusieurs d'entre eux intègrent à la fois des composantes relatives à l'atténuation et à l'adaptation. Au total, les projets d'atténuation du changement climatique ont représenté € 649 millions en 2020, tandis que les mesures d'adaptation se montent à € 149 millions.

Les projets approuvés dans le cadre de cette ligne d'action comprennent :

- des mesures d'efficacité énergétique, y compris des réaménagements importants
- l'amélioration de la qualité des transports publics et de la durabilité écologique
- l'intégration de la durabilité environnementale dans les villes et les régions afin de soutenir leur reprise verte et inclusive après la pandémie de COVID-19.



Kristina Vaskelienė,
Directrice générale adjointe de l'Agence pour le développement des investissements publics (VIPA) de Lituanie

"Je suis très heureuse que la CEB ait approuvé un prêt en faveur du Fonds de rénovation des immeubles résidentiels. En effet, les investissements de modernisation des immeubles réalisés à cette occasion génèreront non seulement des bénéfices environnementaux, mais également des avantages sociaux : diminution des frais de chauffage, augmentation de la valeur des biens et amélioration des conditions de vie."

LITUANIE

Réduction de l'empreinte environnementale et de la pauvreté énergétique

Prêt : € 67,5 millions

Emprunteur : Gouvernement

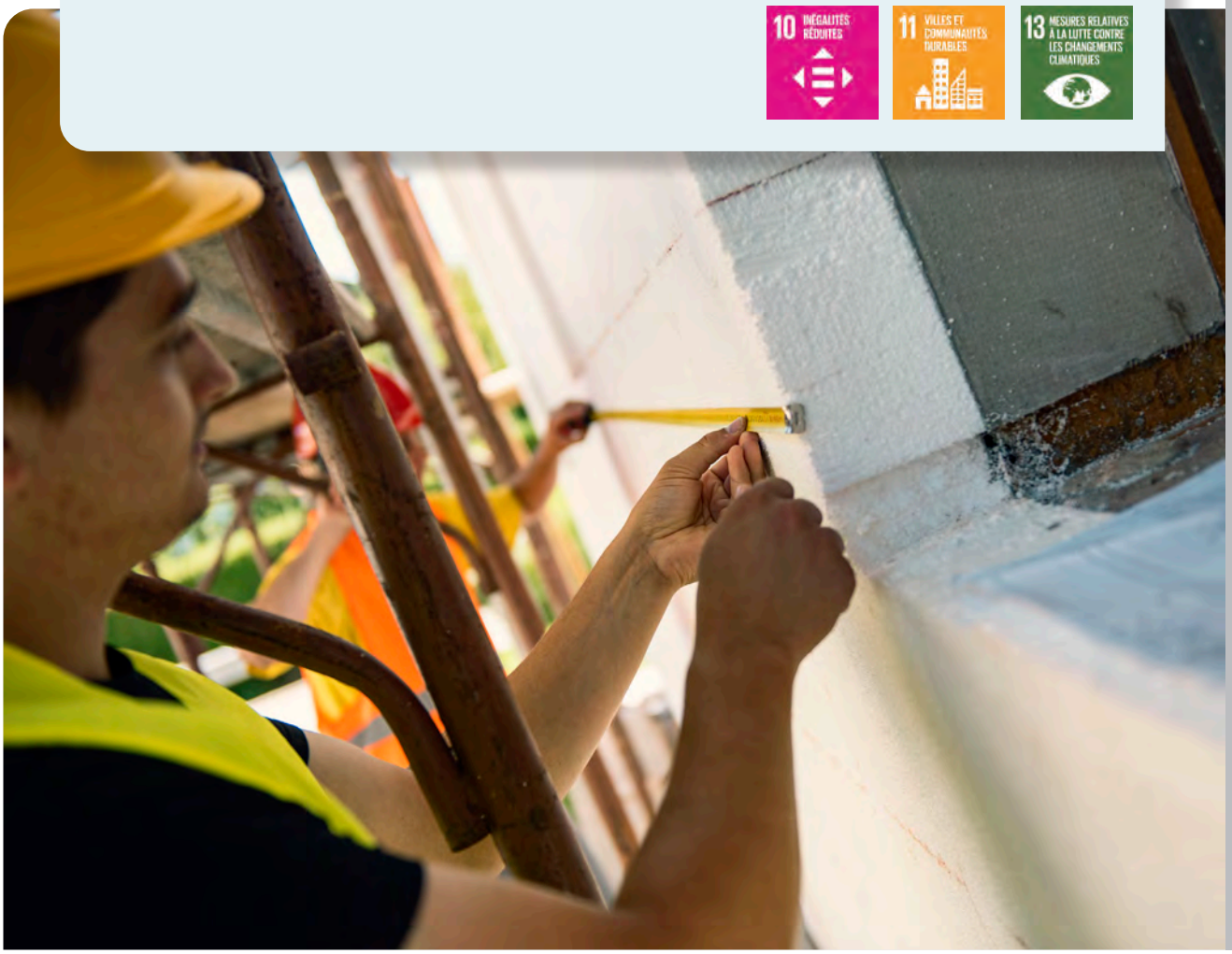
Bénéficiaires ciblés : occupants d'immeubles résidentiels, en particulier les personnes à faibles revenus

Le prêt de la CEB sera utilisé pour :

- moderniser des milliers d'immeubles résidentiels afin de les faire passer en classe énergétique B ou C
- diminuer de 70% la consommation énergétique actuelle et réduire ainsi considérablement l'impact environnemental des immeubles
- abaisser les coûts de chauffage et donc améliorer les conditions de vie des résidents, en particulier les personnes à faibles revenus.

Qui plus est, ce financement de la CEB aidera la Lituanie à mettre en œuvre son plan de relance après la pandémie, tout en contribuant à la réalisation de ses objectifs en matière de politique énergétique et climatique pour la période 2021-2030.

Les investissements seront réalisés par le biais de l'*Apartment Building Renovation Fund* (Fonds de rénovation des immeubles résidentiels ou ABRF), géré par l'Agence pour le développement des investissements publics (VIPA), qui panache des fonds de l'Union européenne, des fonds publics et d'autres ressources financières. Le prêt de la CEB fait suite à un accord précédent, conclu en juin 2019, et porte le financement total de la CEB mis à la disposition de l'ABRF à € 167,5 millions, soit 40% des ressources totales du Fonds.



FRANCE

Des transports publics plus respectueux de l'environnement

Prêt : € 150 millions

Emprunteur : Nantes Métropole

Bénéficiaires ciblés : habitants de Nantes Métropole, soit au moins 650 000 personnes

Le prêt de la CEB permettra d'acheter du nouveau matériel roulant (tramways, e-busway, bus et minibus) afin de remplacer les véhicules obsolètes. Cette modernisation visera à accroître l'attractivité des transports publics auprès de tous les usagers, et plus particulièrement, des groupes de population économiquement ou socialement vulnérables, comme les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les ménages à bas revenus. Cela permettra à la ville de garantir :

- des transports publics à faible émission de carbone (alimentés notamment à l'électricité ou à l'hydrogène), ce qui résultera en une baisse des émissions de gaz à effet de serre
- un système de transports publics régulier, facilement accessible, confortable, sûr et plus efficace.





[Faits marquants]

Prêts approuvés :

€ 798 millions

Investissements totaux :

€ 2,3 milliards



ITALIE

Reprise économique verte et inclusive de Milan post-COVID-19

Prêt : € 50 millions

Emprunteur : municipalité de Milan

Bénéficiaires ciblés : les 1,3 million d'habitants de la ville de Milan, et plus particulièrement les groupes les plus vulnérables, tels que de jeunes élèves et les utilisateurs finaux de logements sociaux

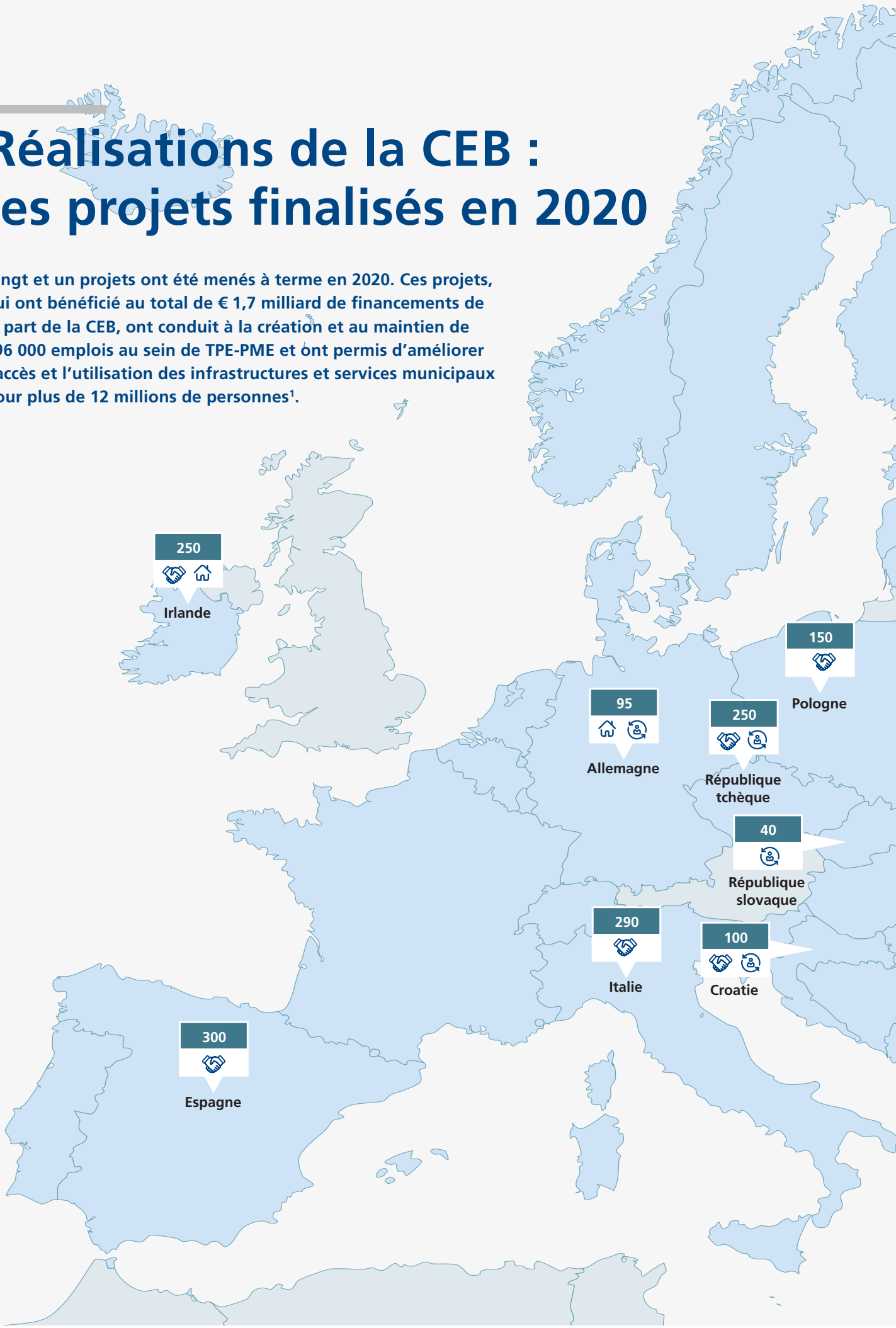
La CEB, en renforçant la résilience de la ville au changement climatique et aux pressions socioéconomiques, contribuera au plan prévu par la municipalité de Milan pour amorcer une reprise économique écologique et inclusive à la suite de la pandémie de COVID-19. Ainsi, le prêt concédé par la CEB viendra financer des investissements clés en vue de :

- renforcer le système de mobilité en privilégiant des moyens de transport dynamiques et respectueux de l'environnement, notamment à travers la reconversion des routes en pistes cyclables
- revitaliser et redéfinir les espaces publics, dont l'augmentation du nombre de zones piétonnes
- améliorer les normes de sécurité et d'accessibilité dans les établissements scolaires municipaux (établissements préscolaires, écoles maternelles et écoles primaires)
- rénover des bâtiments publics et des logements sociaux, y compris des mesures d'efficacité énergétique.



Réalisations de la CEB : les projets finalisés en 2020

Vingt et un projets ont été menés à terme en 2020. Ces projets, qui ont bénéficié au total de € 1,7 milliard de financements de la part de la CEB, ont conduit à la création et au maintien de 396 000 emplois au sein de TPE-PME et ont permis d'améliorer l'accès et l'utilisation des infrastructures et services municipaux pour plus de 12 millions de personnes[1].



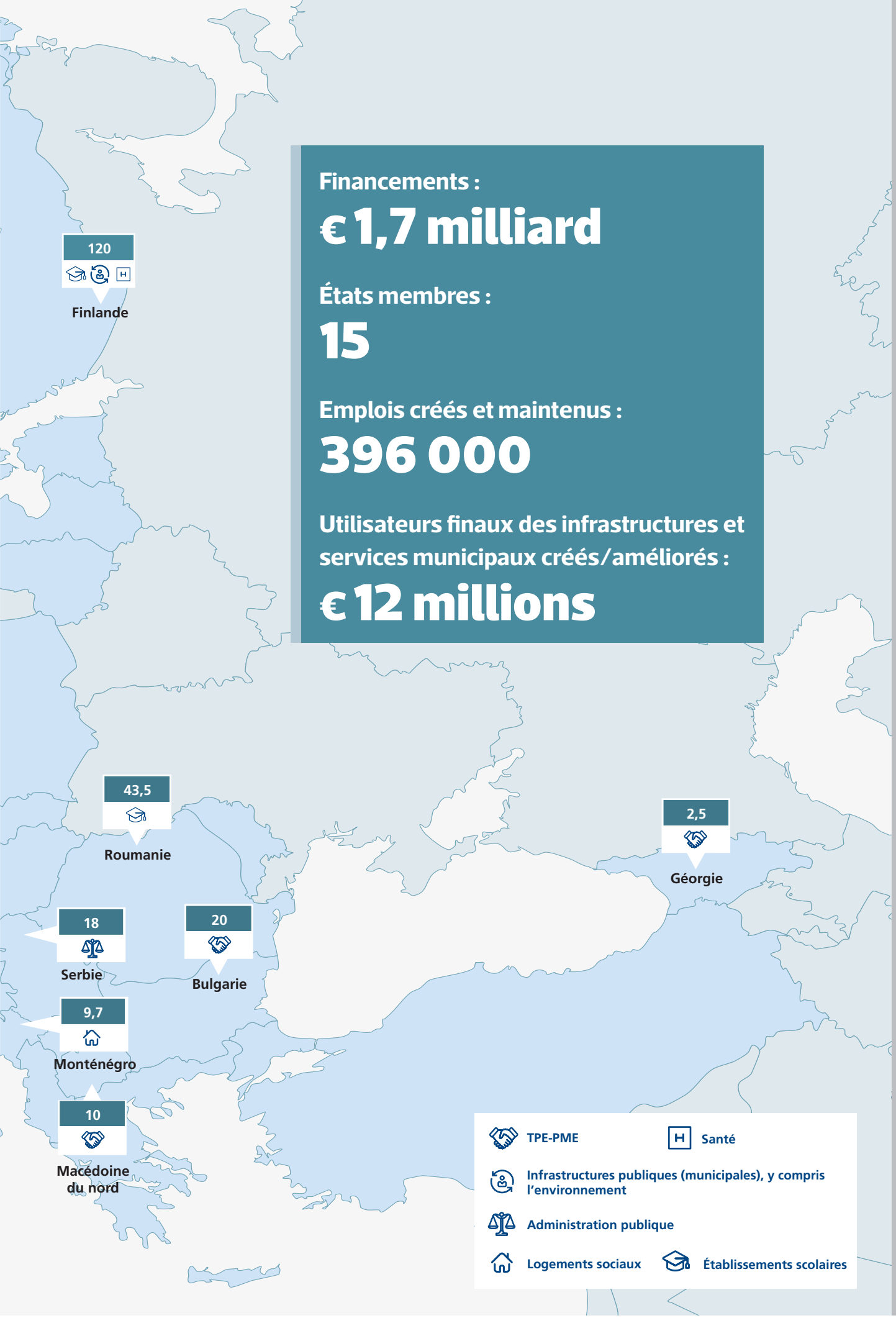
[1] Données consolidées à partir des rapports d'achèvement de projets soumis à la CEB par les emprunteurs.

Financements :
€ 1,7 milliard

États membres :
15

Emplois créés et maintenus :
396 000

Utilisateurs finaux des infrastructures et services municipaux créés/améliorés :
€ 12 millions



Récompenser les bonnes pratiques et les innovations en faveur de la cohésion sociale

En 2020, la Banque a créé le Prix de la CEB pour la cohésion sociale, une récompense de € 25 000 attribuée, à l'issue d'un concours ouvert, à un projet qui a fortement contribué, de manière innovante et efficace, à la cohésion sociale en Europe.

Cette initiative est fondée sur la mission sociale de la CEB, centrée sur l'idée que de bons investissements dans le secteur social peuvent avoir des conséquences économiques et sociales extrêmement positives sur l'ensemble de la société, en garantissant que personne ne soit laissé de côté.



Snežana Samardžić-Marković,
Directrice générale de la Démocratie du Conseil de l'Europe et présidente du jury

"Ce qui a fait pencher la balance en faveur d'Hedona d.o.o., ce sont les effets sociaux tangibles du modèle économique de cette entreprise, à savoir le soutien à l'inclusion des personnes en situation de handicap. De plus, cette initiative est facile à reproduire dans d'autres pays européens, et le jury a également tenu compte de ce critère."

Près de 90 candidatures ont été reçues en réponse à l'annonce du lancement du concours en janvier 2020. Le gagnant, l'entreprise croate Hedona d.o.o, a été choisi par cinq juges indépendants, issus du secteur du développement social, du secteur de l'entrepreneuriat social, du monde universitaire et de la société civile :

- Snežana Samardžić-Marković, Directrice générale de la Démocratie du Conseil de l'Europe
- Guillaume Capelle, fondateur de Singa et de Calm
- Dominique Lamiot, Président (à l'époque) du Conseil de direction de la CEB
- Eva Maydell, députée européenne et Présidente du Mouvement européen international
- Christine Whitehead, professeur émérite d'économie du logement à la London School of Economics.

Hedona est une entreprise sociale croate de production de chocolat et de confiseries, qui emploie principalement des personnes en situation de handicap. En misant sur l'entrepreneuriat social pour résoudre de manière innovante les problèmes sociaux existants, cette entreprise contribue à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration de la qualité de vie des personnes présentant un handicap.

Pour davantage d'informations sur le Prix, voir : https://award.coebank.org/en/



Alemka Lončar,
Directrice générale d'Hedona

"La situation difficile que nous vivons montre clairement à quel point il est important pour la pérennité de nos sociétés d'accompagner les personnes victimes de discrimination dans le monde du travail. Je remercie du fond du cœur tous ceux qui nous ont choisis pour ce Prix, dont la récompense nous permettra d'employer davantage de personnes en situation de handicap."



Faire progresser la connaissance du secteur social

En plus des conseils qu'elle fournit sur des projets spécifiques, la CEB identifie les axes de développement du secteur social et promeut les bonnes pratiques et normes internationales en la matière. Ceci aide les parties prenantes des projets à revoir leur stratégie en matière d'investissements sociaux, à améliorer la qualité et la durabilité des projets en cours et à venir, et ainsi à maximiser les retombées sociales et environnementales des financements de la Banque.

Comment "mieux rebondir" suite à la pandémie de COVID-19 et bâtir un avenir plus inclusif, plus résilient et plus durable ?



Le Brief technique sur **les investissements dans des infrastructures sociales résilientes et durables en Europe** reflète l'expérience de la CEB en matière d'investissement dans des infrastructures à fort impact social, lesquelles sont en mesure de contribuer non seulement à l'inclusion et à l'intégration sociales, mais également au développement économique et à la durabilité écologique, dans laquelle s'inscrit l'action pour le climat.

La crise du Covid-19 a souligné que les inégalités sociales croissantes et le sous-investissement chronique dans les infrastructures publiques se renforcent mutuellement en augmentant la vulnérabilité des sociétés et des économies européennes. Leurs effets, combinés au changement climatique et à la dégradation de l'environnement, affaiblissent la capacité des économies européennes à "mieux rebondir" face aux crises actuelles et futures de manière durable et inclusive, réduisant ainsi la résilience de nos sociétés. L'expérience de la CEB montre que les objectifs sociaux, économiques et environnementaux peuvent en fait se renforcer mutuellement et que, si elles sont correctement conçues et mises en œuvre, les infrastructures sociales sont à même de jouer un rôle important dans le soutien d'une transition inclusive vers une reprise économique solide, résiliente et durable.



Quels sont les obstacles à un développement réussi des entreprises dans les régions européennes ?

Un Brief technique dénommé ***Credit constraints, regional institutions and the economic performance of MSMEs*** *(Contraintes de crédit, institutions régionales et performance économique des TPE-PME)* présente les résultats d'une analyse empirique intitulée "*Credit constraints, labour productivity, and the role of regional institutions: Evidence from manufacturing firms in Europe*", qui a été publiée dans la revue spécialisée *Journal of Regional Science*.

Les contraintes de crédit restent un problème majeur en Europe, en particulier pour les petites entreprises, avec des effets négatifs sur la productivité. Ces effets sont atténués par une gouvernance locale de qualité. Les "bonnes" institutions régionales non seulement stimulent la productivité des entreprises et facilitent l'accès au crédit, mais aussi, et de manière plus indirecte, réduisent les effets négatifs des contraintes de crédit sur la productivité. Ainsi, l'analyse suggère que les mesures visant à faciliter l'accès au crédit doivent être complétées par des interventions visant à améliorer la qualité des institutions afin de stimuler les performances des entreprises dans différentes régions et, par conséquent, de soutenir un développement régional plus égalitaire en Europe.

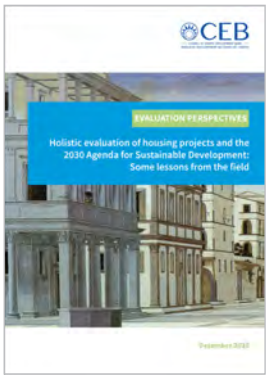


Comment utiliser au mieux les bâtiments scolaires et améliorer l'environnement d'apprentissage ? Et quel rôle pour le secteur privé dans le développement des infrastructures éducatives ?

Une Revue thématique intitulée ***School Design and Learning Environments in the City Malmö, Sweden*** *(Conception des écoles et environnements d'apprentissage dans la ville de Malmö, Suède)* livre une analyse approfondie du lien étroit entre conception des édifices scolaires et qualité de l'environnement d'apprentissage, au travers d'une sélection d'écoles financées par la CEB. Cette publication évalue la manière dont la vision de la ville de Malmö pour ses écoles reflète les tendances internationales actuelles en matière de conception d'établissements scolaires ; elle explore également les performances pédagogiques des établissements sélectionnés, à savoir, la manière dont enseignants et élèves tirent parti de la conception des bâtiments pour optimiser l'apprentissage scolaire. Ce document fait partie d'une série de publications visant à développer une nouvelle approche de l'investissement dans les infrastructures éducatives, qui sera expérimentée dans le cadre de futurs projets financés par la CEB.

Le Brief technique **Partenariats public-privé pour les établissements scolaires : Expérience de la Seine-Saint-Denis, France** présente l'expérience du département français de la Seine-Saint-Denis en matière de conception, de négociation et de mise en œuvre de contrats de partenariats public-privé (PPP). Cette étude de cas fournit des enseignements et des recommandations à d'autres organismes publics ou privés qui envisageraient de conclure ce type de partenariats pour la construction et l'exploitation d'infrastructures éducatives en Europe.





Comment mieux concevoir des projets de logement social ?

Une nouvelle publication, publiée sous la série Perspectives d'évaluation, intitulée ***Holistic Evaluation of Housing Projects and the 2030 Agenda for Sustainable Development: Some lessons from the field*** (*Évaluation holistique des projets de logement et de l'Agenda 2030 pour le développement durable : Quelques leçons du terrain*), s'appuie sur les enseignements tirés des évaluations de divers investissements dans le logement destinés aux groupes vulnérables qu'a financés la CEB, et plaide en faveur d'une approche holistique et socialement intégrative des projets de logement.

L'ensemble des publications de la CEB sont disponibles pour consultation à l'adresse suivante :
https://coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/

Partenariats et Donateurs



Partenariats

Au fil des ans, la CEB a noué des partenariats avec d'autres organisations internationales et donateurs pour remplir au mieux son mandat. Outre ses liens naturels avec le Conseil de l'Europe, qu'elle s'efforce toujours de renforcer, la CEB coopère avec l'Union européenne sur des projets et programmes sociaux spécifiques, et collabore régulièrement avec d'autres banques multilatérales de développement et plusieurs agences spécialisées des Nations Unies.

En 2020, la CEB a continué à renforcer sa collaboration avec des institutions financières multilatérales ainsi que d'autres organisations internationales pertinentes dans le cadre de ses activités principales.

► Union européenne (UE)

L'Union européenne reste l'un des partenaires privilégiés de la CEB, et son principal donateur. Le partenariat conclu avec l'UE vise à promouvoir une croissance durable et inclusive en Europe, principalement à travers la mise en œuvre d'actions favorisant l'inclusion sociale des populations les plus vulnérables ainsi que l'emploi, l'éducation, la formation, l'égalité des sexes et le développement durable. Pour en savoir plus sur les projets et initiatives en cours bénéficiant d'un financement de la part de l'UE, rendez-vous dans la rubrique Donateurs du site Internet de la Banque.

La Commission européenne a proposé à la CEB de participer à la mise en œuvre du Fonds InvestEU, qui viendra remplacer le Fonds européen pour les investissements stratégiques ("Plan Juncker") à partir de 2021. Le programme InvestEU permettra de regrouper en un même lieu la multitude d'instruments financiers dont dispose actuellement l'Union européenne pour soutenir les investissements dans les pays membres de l'Union, ce qui permettra d'améliorer l'accessibilité, l'efficacité et la souplesse des projets d'investissements en Europe.

InvestEU prévoit de mobiliser des investissements publics et privés au moyen d'un plan de garantie de € 26 milliards, débloqué par l'UE. Les garanties soutiendront les projets d'investissement des partenaires financiers, dont fait partie la CEB, et permettront ainsi d'augmenter leur capacité de couverture des risques. Grâce à un effet multiplicateur, le programme devrait générer au total plus de € 400 milliards d'investissements pour la période 2021-2027. Ces investissements seront répartis selon quatre volets d'action : infrastructures durables ; recherche, innovation et numérisation ; PME ; Investissements sociaux et compétences.

Dans le courant de l'année 2020, la Banque a été active et en échange constant avec la Commission européenne afin de devenir un partenaire de mise en œuvre important dans le cadre d'InvestEU, l'accent étant mis sur le volet social qui représente plus de 10% du programme. Les dispositions en matière de gouvernance et de garantie devraient être finalisées en 2021.

► Sommet Finance en commun : Déclaration conjointe des banques publiques de développement

En novembre 2020, lors du Sommet Finance en commun, la CEB a plaidé pour davantage d'investissements sociaux et de meilleure qualité, au sein d'une réponse intégrée à la pandémie de COVID-19, à l'urgence climatique et à l'accroissement des inégalités sociales.

Pour la première fois, le Sommet a permis de réunir plus de 450 banques de développement désireuses de contribuer à la reprise économique et de s'aligner sur les principes d'une finance durable. En tant que l'un des grands partenaires du Sommet, la CEB était représentée à un haut niveau afin de donner un éclairage sur la manière de tirer le meilleur parti du potentiel des banques publiques de développement, et a organisé un événement intitulé *Social investment for people, planet, and prosperity* (*Investissement social pour les personnes, la planète et la prospérité*). Les intervenants, après avoir pointé du doigt le manque d'investissement chronique dans les infrastructures sociales, qui s'est soldé par une baisse de la résilience de nos sociétés et l'effritement de la cohésion sociale, ont insisté sur la nécessité de faire des investissements sociaux une pierre angulaire des efforts pour une reprise durable.

La CEB est la seule banque de développement en Europe à vocation exclusivement sociale. En signant la Déclaration conjointe du Sommet Finance en commun, la CEB a réaffirmé sa volonté de collaborer avec les autres banques publiques de développement pour œuvrer activement à des solutions de reprise durable.

► Coopération avec d'autres banques multilatérales de développement

La CEB a des échanges permanents avec d'autres banques multilatérales de développement (BMD). Elle participe à plus de trente groupes de travail et réseaux avec d'autres BMD et institutions comparables, ce qui permet à la Banque de partager les connaissances, de contribuer à des travaux communs et d'identifier des possibilités de coopération.

En 2020, il a été notamment question de coordonner et faire le point sur la réponse d'urgence des BMD à la pandémie de COVID-19 comme sur le soutien à la reprise. La CEB s'est aussi jointe à 11 BMD et au Fonds monétaire international (FMI) pour le lancement du tout premier rapport conjoint sur le financement des ODD.

Le rapport conjoint, publié en décembre 2020, souligne les efforts collectifs et individuels effectués par les BMD pour aider les pays à réaliser les 17 ODD. Au moyen de nombreux exemples, il illustre la manière dont leur financement contribue directement à faire progresser les ODD, et ce faisant à renforcer les capacités des individus, protéger la planète, favoriser la prospérité pour tous et développer des infrastructures durables et de qualité.

Ce rapport met également en évidence le rôle essentiel des partenariats entre BMD pour fournir les financements, les connaissances et le soutien au renforcement des capacités nécessaires à la réalisation des ODD. Les BMD doivent donc poursuivre leurs efforts et continuer à investir en faveur des populations et du capital humain, en mettant l'accent sur l'inclusion. Elles prévoient d'approfondir leurs partenariats, notamment à travers le partage des connaissances et l'élaboration de rapports de suivi communs pour mesurer les progrès effectués vers la réalisation des ODD.

► Une Alliance européenne pour le logement social en France

En 2020, l'Union sociale pour l'habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations, par le biais de la Banque des Territoires, la CEB et la Banque européenne d'investissement (BEI), ont établi un partenariat visant à faciliter l'accès des organismes de logement social à des financements européens sur le long terme. Plus particulièrement, les prêts consentis par la CEB et la BEI à la Banque des Territoires financeront, en priorité, des mesures destinées à atténuer le changement climatique, à promouvoir l'inclusion sociale, et à accompagner les personnes économiquement ou socialement vulnérables, en conformité avec le Socle européen des droits sociaux défini par l'Union européenne et la Charte sociale européenne du Conseil de l'Europe.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de relance pour l'Europe et des rénovations initiées par le Pacte vert de la Commission européenne dans le but d'améliorer la performance énergétique des bâtiments.

Donateurs

La CEB utilise les fonds collectés auprès des donateurs pour soutenir des projets en faveur de groupes vulnérables et de régions défavorisées. Ont contribué aux fonds fiduciaires de la CEB 28 de ses États membres, deux États non membres ; les États-Unis et le Royaume-Uni, ainsi que l'Union européenne, agissant par l'intermédiaire de la Commission européenne et de la Banque européenne d'investissement.

En 2020, la CEB a mobilisé plus de € 106 millions auprès de donateurs. La grande majorité de ces fonds a été mise à disposition par l'Union européenne pour le financement de projets à destination des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées en Turquie et dans les Balkans occidentaux. L'Union européenne demeure donc le donateur principal de la Banque, avec € 615 millions de contributions à ce jour.

Reconnaissant l'importance croissante de leur coopération, l'UE et la CEB ont signé, en juillet 2020, un Accord-cadre de partenariat financier (FFPA). Ce nouvel accord pose un cadre pour toutes contributions perçues au titre de la collaboration entre la Commission européenne et la CEB. Il assure notamment l'alignement entre les conditions générales de la Commission relatives à l'utilisation des fonds de l'Union européenne (UE) et les normes et procédures spécifiques définies par la CEB en tant qu'organisation financière internationale. Le FFPA simplifiera les négociations contractuelles liées aux contributions de financement concrètes et renforcera la confiance mutuelle.

► Nouveauté : le Fonds d'investissement social vert (GSIF)

En mars 2020, la CEB a mis en place le GSIF de sorte à accélérer la transition de ses États membres vers des économies à faibles émissions de carbone et résilientes au changement climatique. Ce Fonds est destiné à :

- intensifier la décarbonisation et la protection des infrastructures sociales contre les risques climatiques
- rendre les mesures de lutte contre le changement climatique plus abordables et accessibles aux groupes vulnérables sur le plan social.

Le Fonds a été doté d'une contribution initiale de € 5 millions, provenant des bénéfices annuels de la Banque. Les États membres de la CEB ont également été invités à octroyer des contributions en faveur du Fonds.

Christian Danielsson,
Directeur général de la Politique européenne de voisinage et négociations d'élargissement (NEAR), sur la signature de l'Accord-cadre de partenariat financier

"La CEB est la banque de développement social en Europe et constitue un instrument crucial de la politique de solidarité de l'Union européenne. Grâce à ce nouvel Accord-cadre, la Commission (via la DG NEAR) et la CEB seront en mesure d'augmenter la portée de leur action en soutenant conjointement des initiatives à vocation sociale dans les pays du voisinage de l'Europe et ceux visés par l'élargissement. Nos efforts communs en vue d'améliorer les conditions de vie des populations, et plus spécifiquement des groupes vulnérables, sont plus que jamais nécessaires, particulièrement dans la phase de reprise économique faisant suite à la pandémie de COVID-19."

► Le Programme régional de logement (RHP)

La mise en œuvre du Programme régional de logement (RHP) s'est poursuivie tout au long de l'année 2020, mais à un rythme plus lent en raison de la pandémie de COVID-19. Au cours de l'année, environ 4 500 bénéficiaires vulnérables ont emménagé dans des logements mis à disposition par le RHP, portant le nombre total de réfugiés et personnes déplacées servis par le RHP à 23 400, soit presque deux tiers de son objectif.

Au regard des progrès du programme, en 2020, plusieurs donateurs ont consenti des contributions supplémentaires en faveur du RHP. € 1,8 million supplémentaires ont ainsi été octroyés par l'Union européenne, € 640 000 par la Norvège, € 100 000 par l'Espagne, et € 46 000 par la République tchèque. Ces nouvelles contributions ont porté à € 291 millions le montant des financements reçus par le RHP de la part de la communauté internationale.

Le Programme régional de logement est une initiative commune de la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro et la Serbie. Il fournit des solutions de logement durables aux personnes les plus vulnérables déplacées au cours des conflits ayant secoué les Balkans occidentaux dans les années 1990. Le programme est financé par la communauté internationale et géré par la CEB.



Un nouveau départ

Dans le petit village de Slatina, dans les environs de Jablanica, en Bosnie-Herzégovine, Ismet Bajramović et ses parents, qui sont âgés et à sa charge, occupent désormais un nouveau logement, mis à disposition par le RHP. À la suite de la destruction de leur ancienne habitation, au cours des conflits ayant secoué la région dans les années 1990, la famille n'avait eu d'autre choix que de s'installer dans un sous-sol humide, partiellement rénové, où elle a vécu 15 années durant. En plus de leur nouveau logement, les Bajramović ont pu bénéficier d'une serre, offerte par les Catholic Relief Services grâce à l'aide supplémentaire octroyée par le Gouvernement des États-Unis. Aujourd'hui, Ismet fait pousser ses propres légumes et en vend une partie au voisinage et à des entreprises locales, ce qui lui fournit une source de revenus complémentaires.

► Contributions au RHP par donateur

UE	€ 235 millions[2]
USA	€ 24 millions
Allemagne	€ 10 millions
Norvège	€ 7,6 millions
Suisse	€ 6,4 millions
Italie	€ 5,0 millions
Danemark	€ 1,3 million
Turquie	€ 1,0 million
Luxembourg	€ 500 000
Espagne, Roumanie, Chypre, République slovaque, République tchèque, Hongrie	€ 567 000

[2] Dont € 1,2 million octroyés par le biais du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

► Le Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF)

Le MRF est un fonds fiduciaire mis en place par la CEB pour aider ses États membres à relever les défis liés aux migrants et aux réfugiés. Depuis sa création en 2015, le MRF a reçu des contributions de 22 États membres, ainsi que de la CEB et de la Banque européenne d'investissement (BEI). À ce jour, les dons octroyés par la CEB s'élèvent à € 27 millions, lesquels étaient en majorité (€ 22 millions) destinés à des projets situés le long de la route des Balkans.

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions considérables sur les projets financés par le MRF, les autorités ayant été dans l'obligation d'adapter les activités au contexte de la pandémie, voire, dans certains cas, de les ajourner ou les annuler. En conséquence, des fonds ont été en partie libérés et réaffectés à d'autres projets. Ainsi, la restructuration d'un projet en Espagne a permis à la Banque d'octroyer un don supplémentaire de € 340 000 en faveur d'un projet pour l'éducation et la formation des migrants en Serbie.

Quatorze projets étaient en cours à fin 2020. Même si la plupart d'entre eux seront probablement terminés d'ici à la fin de l'année 2021, le Conseil d'administration de la CEB a approuvé, en juillet 2020, le report de la date de fermeture du Fonds, initialement prévue pour mars 2021, à décembre 2025. Ce délai supplémentaire permettra à la CEB de mobiliser rapidement le MRF dans le cas où une nouvelle crise des migrants et des réfugiés surviendrait.

Exemple d'aide à l'intégration

Sahira, 54 ans, a fui la ville de Mossoul, en Irak, après que son frère a été assassiné pour des raisons religieuses. Elle a rejoint l'Allemagne en juillet 2015, et vit depuis à Nuremberg. En plus de parler couramment l'arabe et l'araméen (sa langue maternelle), elle possède quelques notions d'anglais et un niveau d'allemand intermédiaire.

À Mossoul, Sahira était enseignante. Elle souhaitait donc pouvoir exercer à nouveau son métier, ou au moins accéder à un emploi en lien avec les enfants. Dans cette optique, elle s'est inscrite à des cours d'allemand, qu'elle a suivis assidument, et a passé tous les tests de langue jusqu'au niveau B2, qu'elle n'est malheureusement pas parvenue à valider. À la suite de cet échec, Sahira, découragée, ne s'est plus présentée aux cours d'allemand. Les tâches administratives courantes et les relations avec les prestataires de services lui posaient également difficulté.

Début 2019, Sahira a entendu parler du LeMi Café, un lieu créé par Noris-Arbeit (le bureau municipal de l'emploi) grâce à des financements du MRF et de la ville de Nuremberg. Le lieu propose un accompagnement pour réaliser les démarches administratives et améliorer ses compétences linguistiques. Exception faite de la période de confinement, Sahira a fréquenté le café assidument, appréciant l'environnement d'apprentissage informel ainsi que l'aide concrète apportée par les travailleurs sociaux.

Grâce aux professeurs et travailleurs sociaux du Café, Sahira a pu décrocher un emploi en garderie et retrouver la confiance nécessaire pour persévérer dans son apprentissage de la langue allemande et gérer les différents aspects de sa vie quotidienne à Nuremberg. "Ici, nous sommes vraiment aidés", a-t-elle conclu, à la fin de cette interview de 10 minutes, dans un bon allemand.



► Contributions au MRF par donateur

CEB	€ 8,0 millions
Allemagne	€ 5,0 millions
BEI	€ 5,0 millions
France	€ 3,0 millions
Italie	€ 3,0 millions
Espagne	€ 1,5 million
Suède	€ 540 000
Luxembourg	€ 500 000
Norvège	€ 500 000
République slovaque	€ 300 000
Irlande, Lituanie, Pologne, Chypre, Albanie, Hongrie, République tchèque, Malte, Saint-Siège, Bosnie-Herzégovine, Saint-Marin, Islande, Bulgarie et Liechtenstein	€ 1,1 million



► La Facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie

La Facilité de l'UE pour les réfugiés en Turquie (FRiT) a été mise en place en novembre 2015 afin de disposer d'un mécanisme de coordination conjoint entre l'Union européenne et la Turquie. Elle a été conçue pour que les besoins des réfugiés et des communautés d'accueil en Turquie soient couverts de manière globale et coordonnée. La FRiT gère un montant total de € 6 milliards, répartis en deux tranches et se concentre sur l'aide humanitaire, l'éducation, la santé, les infrastructures municipales et du soutien socioéconomique.[3]

En 2020, la CEB et la Délégation de l'Union européenne en Turquie ont conclu un partenariat pour la mise en œuvre d'un projet d'infrastructure sanitaire d'un montant de € 90 millions, financé par la FRiT. Le programme, intitulé "Renforcement des infrastructures de soins médicaux pour tous" (SHIFA), s'appuie sur l'expérience acquise par la CEB avec la construction, dans la ville de Kilis, à la frontière de la Turquie et la Syrie, d'un centre hospitalier de € 50 millions, également financé par la FRiT.

Le projet SHIFA porte sur la construction et la rénovation de centres médicaux sur tout le territoire turc, pour faciliter l'accès des réfugiés syriens et de leurs communautés d'accueil à des services médicaux de qualité. La mise en œuvre du projet débutera en mars 2021 et devrait durer quatre ans. La CEB sera chargée de la gestion des fonds octroyés par l'UE, en collaboration étroite avec la Délégation de l'Union européenne en Turquie, tandis que le Ministère turc de la Santé mettra en œuvre les éléments d'infrastructure et de fournitures.

[3] Pour plus d'informations sur la FRiT, rendez-vous à l'adresse suivante (en anglais) : https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/news_corner/migration_en

► Le Compte espagnol pour la cohésion sociale (SCA)

Le SCA est un fonds fiduciaire créé par l'Espagne en 2009 et géré par la CEB. Il finance de l'assistance technique pour des projets de la CEB à forte vocation sociale. En 2017, l'Espagne a réalimenté le SCA à hauteur de € 2,0 millions, portant sa dotation totale à € 4,0 millions.

En 2020, le SCA a approuvé € 100 000 de dons en faveur du Programme régional de logement (RHP) en Croatie. Cette somme servira au financement de l'assistance technique nécessaire à la mise en œuvre fructueuse de trois des projets actuels du RHP, à savoir : la construction, à Vukovar, d'un immeuble résidentiel destiné à accueillir 21 familles ; la rénovation, la reconstruction ou la construction de 25 habitations familiales ; et l'achat de 38 appartements.

Depuis 2018, il s'agit du troisième don octroyé à partir du SCA en faveur du Programme régional de logement en Croatie, le pays n'étant plus éligible aux aides délivrées par l'UE à travers l'Instrument d'aide de préadhésion (IAP). Ce soutien du SCA s'est révélé déterminant pour garantir la gestion des projets du RHP conformément aux bonnes pratiques de l'UE.

À la fin de l'année 2020, le SCA disposait d'un solde d'environ € 1,7 million.



► Le Compte slovaque pour la croissance inclusive (SIGA)

Le SIGA a été créé par les autorités slovaques en 2016 pour soutenir l'action de la CEB en faveur de la croissance inclusive et de la durabilité écologique. En 2019, la République slovaque a réalimenté le compte à hauteur de € 2,0 millions, portant sa dotation totale à € 4,0 millions.

En 2020, € 249 700 de dons ont été approuvés au titre du SIGA. Grâce à ces fonds, le SIGA continuera à assurer l'assistance technique nécessaire à la mise en œuvre d'un projet de reconstruction de logements initié à la suite du séisme de Kraljevo, en Serbie. Le projet porte sur la construction de logements de remplacement permanents pour 360 familles dont les habitations ont été sérieusement endommagées lors du séisme de magnitude 5,4 sur l'échelle de Richter ayant frappé le centre de la Serbie en novembre 2010. La phase 1 du projet, qui en comporte deux, sera achevée d'ici peu. Celui-ci a également bénéficié de dons délivrés par l'UE par le biais du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux, ainsi que d'une assistance technique financée par la CEB à partir du Compte espagnol pour la cohésion sociale.

À la fin de l'année 2020, le solde du SIGA s'élevait à environ € 2,7 millions.





► Le Fonds italien pour des projets innovants (IFIP)

L'IFIP, mis en place par l'Italie en 2017, est doté de € 1 million. Il aide la Banque à développer des projets sociaux innovants. Il finance l'assistance technique des projets situés dans les pays des Balkans occidentaux éligibles à l'aide publique au développement (APD) ainsi qu'en Géorgie et en République de Moldova.

En 2020, une subvention de € 112 500 a été approuvée en faveur d'un programme de € 30 millions, destiné à la rénovation, la reconstruction et l'agrandissement de plusieurs institutions culturelles en Serbie. L'assistance technique financée par l'IFIP aidera les autorités à déterminer la faisabilité de trois investissements envisagés : la transformation d'une aile administrative du Théâtre national de Belgrade en scène de théâtre ; la reconstruction et la transformation de l'ancienne gare ferroviaire de Belgrade en musée dédié à Nikola Tesla ; et la reconversion de l'ancien dépôt (rotonde) de la gare ferroviaire désaffectée de Belgrade "Ložionica" en un centre culturel polyvalent.

À la fin de l'année 2020, le solde de l'IFIP s'élevait à € 873 000.





► Le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF)

Le WBIF est un mécanisme de financement mixte créé en 2009 à l'initiative conjointe de la Commission européenne, de la CEB, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, de la Banque européenne d'investissement et de plusieurs donateurs bilatéraux. Le Cadre fournit des financements et de l'assistance technique en faveur d'investissements stratégiques dans les secteurs de l'énergie, de l'environnement, des affaires sociales, des transports et des infrastructures numériques. Il soutient également des initiatives visant à développer le secteur privé. Le Groupe de la Banque mondiale, KfW et l'Agence française de développement (AFD) ont par la suite rejoint le WBIF.

En 2020, le Comité de pilotage du WBIF a approuvé la mise à disposition de € 3 millions pour la rénovation et la modernisation de 80 installations d'éducation physique d'écoles primaires et secondaires en Macédoine du Nord. D'ici 2023, plus de 52 000 élèves devraient ainsi pouvoir bénéficier de ces nouvelles infrastructures, également accessibles aux enfants en situation de handicap. Le financement de ce don d'investissement a été rendu possible par les donateurs bilatéraux du WBIF, et plus particulièrement par l'Allemagne, l'Autriche, la Norvège et la Suède.

En outre, le WBIF a approuvé un don d'assistance technique de € 450 000 pour le développement d'un nouveau campus universitaire technique à Belgrade, ainsi qu'un autre don d'assistance technique de € 600 000 pour la mise en œuvre, en Bosnie-Herzégovine, d'un projet visant à la fermeture de centres d'hébergement collectif et à la mise à disposition de solutions de logement alternatives pour près de 7 200 personnes déplacées. Ces deux dons ont été financés par l'UE.

► Le Compte de dividendes sociaux (CDS)

Le CDS a été établi en 1996 par les États membres de la CEB. Il est financé principalement par des contributions des États membres, allouées à partir des bénéfices annuels de la Banque, qui constituent ainsi des dividendes de nature sociale. Le Compte est utilisé pour fournir des garanties de prêts, de l'assistance technique, des bonifications d'intérêt et des contributions en faveur de projets à forte vocation sociale.

En 2020, la Banque a approuvé l'octroi de € 1,9 million de dons par le biais du CDS. Le don le plus important concerne une bonification de taux d'intérêt de € 1 million pour un prêt de € 35 millions octroyé au Kosovo. Ce financement est destiné à soutenir les efforts fournis par les autorités en vue d'assurer la prestation de soins de santé à ceux qui sont affectés par la pandémie de COVID-19, et notamment aux personnes les plus vulnérables, comme les personnes âgées, celles qui souffrent de maladies chroniques et les professionnels de santé.

À la fin de l'année 2020, le solde du CDS s'élevait à € 49,7 millions.

[Faits marquants]

Dons mobilisés en 2020 :

€ 106 millions



Aide au programme de reconstruction post-séisme en Albanie

Le séisme de magnitude 6,4 ayant frappé l'Albanie le 26 novembre 2019 et les 1 000 répliques qui l'ont suivi ont entraîné la mort de 51 personnes et fait des milliers de blessés. Les villes de Durrës, Laç et Lezhë, ainsi que la capitale Tirana et le village de Kodër-Thumanë ont subi d'importants dégâts. Les coûts de l'effort de reconstruction ont été estimés à € 1 milliard. Afin de récolter une partie des fonds nécessaires, la Commission européenne a tenu, le 17 février 2020, une conférence internationale des donateurs.

La CEB, pour sa part, a contribué aux efforts de préparation de projets par un don de € 500 000 à parti de son Compte de dividendes sociaux. L'accord de don a été signé à Bruxelles, le jour de la conférence internationale des donateurs. Grâce à cette initiative, le Fonds albanais de développement a été en mesure d'engager des experts supplémentaires pour des études techniques et pour développer les plans de 41 écoles et maternelles, ainsi que pour des infrastructures clés à Shijak, Durrës et Vorë.

Activités financières en 2020



Portefeuilles de trésorerie

Les actifs figurant au bilan de la Banque comprennent quatre Portefeuilles de trésorerie, dont un Portefeuille monétaire et trois Portefeuilles de titres :

► **Le Portefeuille monétaire** est composé de placements à court terme ayant une maturité d'un an ou moins. L'objectif stratégique de ce portefeuille est d'assurer la gestion quotidienne des flux de trésorerie dans toutes les devises concernées. Les placements à court terme ayant des maturités inférieures ou égales à trois mois doivent, à la date d'achat, avoir pour note minimale BBB+. Quant aux placements à court terme ayant une maturité comprise entre trois mois et un an, ils doivent avoir pour note A- à la date d'achat.

Au 31 décembre 2020, l'encours total des placements à court terme à un an ou moins était de € 1 519 millions.

► **Le portefeuille de titres de liquidités à court terme se compose de titres à court terme dont la maturité est d'un an ou moins.** Ces titres constituent une alternative aux dépôts bancaires et complètent le portefeuille monétaire en vue de renforcer la position de trésorerie à court terme de la Banque.

La note minimale exigée à la date d'achat est BBB pour les obligations souveraines à court terme ayant une maturité inférieure ou égale à trois mois et A- pour les titres à un an ou moins.

Au 31 décembre 2020, l'encours total des titres d'une maturité inférieure ou égale à un an dans ce portefeuille s'élevait à € 1 900 millions.

► **Le portefeuille de titres de liquidités à moyen terme se compose de placements en valeurs mobilières dont la maturité est comprise entre 1 et 15 ans.**
L'objectif stratégique est de renforcer la position de liquidité de la Banque, tout en dégageant un rendement satisfaisant.

Les titres à moyen terme doivent être notés A+ à la date d'achat.

Au 31 décembre 2020, l'encours total des titres de ce portefeuille s'élevait à € 1 975 millions.

► **Le portefeuille de titres de liquidités à long terme se compose de placements en valeurs mobilières dont la maturité est comprise entre 1 et 30 ans.**
Les titres de ce portefeuille doivent avoir pour note minimale A+ à la date d'achat.

Au 31 décembre 2020, l'encours total des titres de ce portefeuille s'élevait à € 1 703 millions.

Produits dérivés

Conformément à la Politique financière et de gestion des risques adoptée par le Conseil d'administration de la CEB, la Banque utilise des produits dérivés pour couvrir les risques de marché issus de ses opérations de prêt, d'investissement et de financement. En tant que destinataire final, la Banque n'emploie ces produits qu'à des fins de couverture.

Au 31 décembre 2020, la ventilation des produits dérivés par type de couverture était de 62% pour les émissions obligataires, 33% pour les prêts et 5% pour les titres détenus par la Banque.

Afin de se prémunir des risques induits par ces instruments financiers, la Banque a mis en place une politique de gestion des risques rigoureuse, dont les principes sont présentés dans la Note B des états financiers 2020.

Afin de limiter son risque de crédit, la Banque a signé des contrats de collatéraux avec l'ensemble de ses contreparties de swap. Ainsi, au 31 décembre 2020, la totalité de l'encours de swap de la CEB était collatéralisée. Le risque de crédit résiduel, évalué par la somme des valeurs de marché positives non couvertes par les collatéraux reçus, demeure très faible.

Financement de l'activité en 2020

► Opérations d'emprunt

Dans le cadre de l'autorisation annuelle d'emprunt fixée par le Conseil d'administration, la CEB a émis des titres de créance sur les marchés de capitaux internationaux. En 2020, la Banque a consommé l'intégralité de son autorisation d'emprunt pour 2020, à hauteur d'un montant de EUR 4,5 milliards. Ce montant a été réparti en quatorze opérations de financement, dont cinq concernaient des réouvertures d'opérations existantes ayant une maturité supérieure ou égale à un an. Par ailleurs, et pour la première fois, la CEB a émis une obligation d'une valeur de USD 1 milliard ou EUR 0,85 milliard, affectée au préfinancement de l'autorisation d'emprunt pour 2021. À l'exception du préfinancement, les fonds levés au cours de l'année 2020 restent inchangés comparé à ceux de 2019, qui s'élevaient également à EUR 4,5 milliards, tout en étant répartis sur onze opérations de financement, dont trois réouvertures d'opérations existantes. Le programme de financement 2020 a répondu à trois objectifs principaux :

- couvrir les besoins induits par l'activité de prêts
- permettre à la Banque d'honorer ses échéances de remboursement de dettes
- permettre à la Banque de maintenir ses liquidités au niveau fixé par le Conseil d'administration.

Afin de s'assurer durablement des ressources nécessaires au financement de son activité, la Banque continue de combiner des opérations de référence (benchmark) sur des devises majeures s'adressant à un large panel d'investisseurs institutionnels, et des emprunts dans une devise, ou avec une structure plus spécifique répondant à des demandes particulières.

En 2020 (exception faite du préfinancement), 48,9% des fonds levés par la Banque ont été libellés en euros, 36,64% en dollars US, 7,9% en livres sterling, 3,2% en couronnes suédoises, 1,8% en couronnes norvégiennes et 1,5% en dollars de Hong Kong. Ces opérations ont permis à la Banque de diversifier les marchés sur lesquels elle finance ses activités tout en élargissant sa base d'investisseurs.

Cinq opérations ont été effectuées en EUR en 2020 : en janvier, une émission benchmark de EUR 1 milliard à 10 ans et la réouverture d'une opération d'un montant de EUR 100 millions arrivant à échéance en mai 2023 ; en avril, l'émission de la quatrième, et à ce jour, la plus conséquente, obligation d'inclusion sociale pour une durée de sept ans et un montant de EUR 1 milliard ; et en octobre, la réouverture de deux opérations, de EUR 50 millions chacune, arrivant respectivement à échéance en janvier 2028 et janvier 2030.

Trois opérations ont été effectuées en USD : en février, une émission benchmark de USD 1 milliard à cinq ans ; en mai, une émission obligataire d'un montant de USD 300 millions avec une échéance à deux ans ; et en juin, dans le cadre de la première obligation d'inclusion sociale en USD, une opération de USD 500 millions avec une échéance à trois ans. Comme indiqué précédemment, dans un contexte de préfinancement, une émission benchmark de USD 1 milliard avec une échéance à trois ans a également été effectuée en octobre 2020, sous couvert de l'autorisation d'emprunt fixée pour l'année 2021.

Une opération a été effectuée en GBP : une émission benchmark, en janvier, d'un montant de GBP 300 millions avec une maturité de sept ans.

Ainsi, en 2020, les marchés de l'euro, du dollar US et de la livre sterling ont été les plus importants en termes de volumes de financement.

Pour ce qui est des autres devises, cinq opérations ont été effectuées : en janvier, une opération de SEK 1,5 milliard à trois ans ; en janvier et en octobre, deux réouvertures d'opérations arrivant à échéance en février 2024, d'un montant respectif de NOK 500 millions et NOK 375 millions ; ainsi que deux opérations à trois ans, s'élevant respectivement à HKD 200 millions et HKD 400 millions.

Après swap, la totalité des ressources empruntées a été libellée en Euros.

La maturité moyenne des émissions lancées sous couvert de l'autorisation d'emprunt fixée en 2020 était de 6,3 ans. Le tableau ci-après reprend le détail des fonds levés dans leur devise d'origine.

► Emprunts lancés en 2020

Date de versement	Date de maturité	Devise	Durée (en années)	Montant nominal (en millions)	Chef de file
17/01/2020	17/01/2023	SEK	3	1 500	Swedbank
21/01/2020	21/01/2030	EUR	10	1 000	Barc/GS/Nomura/SG
28/01/2020	25/05/2023	EUR	3	100	DB
29/01/2020	26/02/2024	NOK	4	500	Danske
30/01/2020	22/07/2027	GBP	7	300	BoA/NatWest
27/02/2020	27/02/2025	USD	5	1 000	BNPP/BoA/DB/TD
09/04/2020	09/04/2027	EUR	7	1 000	CACIB/Citi/DZ/HSBC
07/05/2020	06/05/2022	USD	2	300	BoA
08/06/2020	08/06/2023	HKD	3	200	HSBC
10/06/2020	10/06/2023	USD	3	500	CACIB/Daiwa/JPM/NatWest
15/09/2020	15/09/2023	HKD	3	400	HSBC
15/10/2020	24/01/2028	EUR	7	50	BoA
16/10/2020	21/01/2030	EUR	9	50	DB
22/10/2020	26/02/2024	NOK	3	375	Swedbank

Notons que l'émission benchmark de USD 1 milliard effectuée en octobre s'inscrit dans le cadre du programme de préfinancement pour l'année 2021 et ne figure donc pas dans le tableau.

En 2020, afin d'assurer le refinancement des prêts de la Banque sans engendrer de gap de trésorerie sur les exercices à venir, 75,2% des émissions du programme ont été effectuées avec une maturité finale proche de cinq ans ou plus, contre 57,1% en 2019.

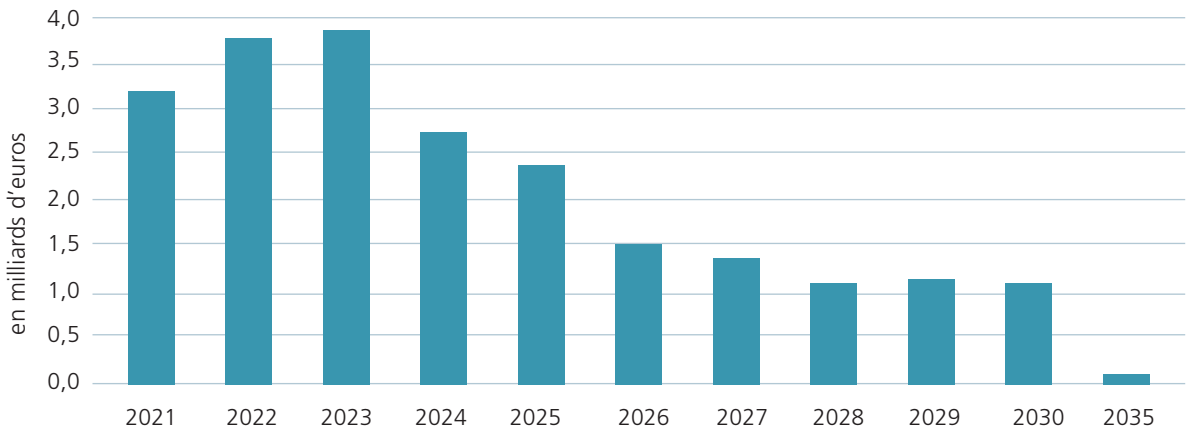
Le programme EMTN multidevises a été actualisé en décembre 2020, afin d'adapter le cadre juridique des émissions de la Banque aux évolutions réglementaires des marchés financiers. La dernière mise à jour du programme dollars australien et néozélandais MTN (programme domestique australien) a eu lieu en septembre 2015, tandis que le programme ECP (*Euro-Commercial Paper*) de la CEB a été mis à jour en décembre 2020. Pour sa part, le cadre des obligations d'inclusion sociale de la CEB, qui est aligné sur les principes applicables aux obligations sociales définis par l'ICMA (*International Capital Market Association*), a été actualisé en avril 2020 de sorte à ajouter le secteur de la santé à la liste des secteurs éligibles.

► Évolution de la dette

Au 31 décembre 2020, l'encours total de la dette représenté par les titres, hors créances rattachées, s'élevait à € 21,9 milliards, contre € 20,5 milliards à la fin de l'année précédente.

En 2020, la Banque n'a pas procédé au rachat de sa dette à long terme, ni effectué de remboursement anticipé. La ventilation de la dette en fonction de l'échéance est illustrée dans le graphique ci-dessous.

Encours de la dette par maturité au 31 décembre 2020



Gouvernance et Ressources humaines



Structure de gouvernance

La Banque est organisée, administrée et contrôlée par les organes suivants : le Conseil de direction, le Conseil d'administration, le Gouverneur et le Comité de surveillance.

► Conseil de direction

Le Conseil de direction se compose d'un(e) président(e) (Marinela Petrova) et d'un(e) représentant(e) de chaque État membre.

Il définit l'orientation générale des activités de la CEB, fixe les conditions d'adhésion des États, décide des augmentations de capital et approuve le rapport annuel, les comptes et le bilan général de la Banque. Il élit son propre président ainsi que le président du Conseil d'administration et nomme le Gouverneur et les membres du Comité de surveillance.

► Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se compose d'un(e) président(e) (Miglė Tuskienė) et d'un(e) représentant(e) de chaque État membre.

Il exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil de direction, notamment en matière d'élaboration et de supervision des politiques opérationnelles et d'approbation des projets d'investissement soumis par les Gouvernements des États membres de la Banque. Il vote également le budget de fonctionnement de la Banque.

► Gouverneur

Le Gouverneur est le représentant légal de la Banque. Il dirige ses opérations et il est responsable de son personnel (sous la supervision générale du Conseil d'administration).

Le Gouverneur applique les directives du Conseil d'administration en matière de politique financière et représente la Banque dans toutes ses transactions. Il étudie les aspects techniques et financiers des demandes de financement soumises à la Banque et transmet celles-ci au Conseil d'administration.

Le Gouverneur est Rolf Wenzel. Il est assisté par trois Vice-Gouverneurs : Carlo Monticelli (Stratégie Financière), Rosa María Sánchez-Yebra Alonso (Stratégie de Développement Social) et Tomáš Boček (Pays du Groupe Cible).

► Comité de surveillance

Le Comité de surveillance se compose de trois membres nommés par le Conseil de direction. Il vérifie l'exactitude des comptes annuels après leur examen par un auditeur externe.

Le secrétariat des organes de direction, d'administration et de contrôle de la CEB est assuré par le **Secrétariat de l'Accord Partiel** sur la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (Secrétaire exécutif des organes de la Banque : György Bergou).

Organigramme

À la suite de consultations internes et de l'examen complet de l'institution par un consultant externe, la CEB a restructuré son organisation en mars 2019 afin de renforcer son efficacité tout en assurant une meilleure gestion des talents et un développement accru des activités. D'autres changements dans la structure de la Direction Coopération européenne & stratégie ont été finalisés fin 2020 et formalisés en janvier 2021. La nouvelle structure organisationnelle est entrée en vigueur le 1er février 2021.



Rolf WENZEL
Gouverneur



Carlo MONTICELLI
Vice-Gouverneur
Stratégie Financière



Rosa María SÁNCHEZ-YEBRA ALONSO
Vice-Gouverneur Stratégie de Développement Social



Tomáš BOČEK
Vice-Gouverneur Pays du Groupe Cible



Johannes M. BÖHMER
Directeur Exécutif
Directeur a.i. Affaires Européennes & Relations Extérieures



Carlo MANGOSI
Directeur de l'Audit Interne



Katherine DELIKOURA
Directrice du Contrôle de la Conformité



Elif TIMUR
Cheffe de l'Évaluation



Thierry POIREL
Directeur des Prêts & du Développement Social



Monica SCATASTA
Directrice de la Préparation & du Suivi Techniques



Jacques MIRANTE-PÉRÉ
Directeur Financier



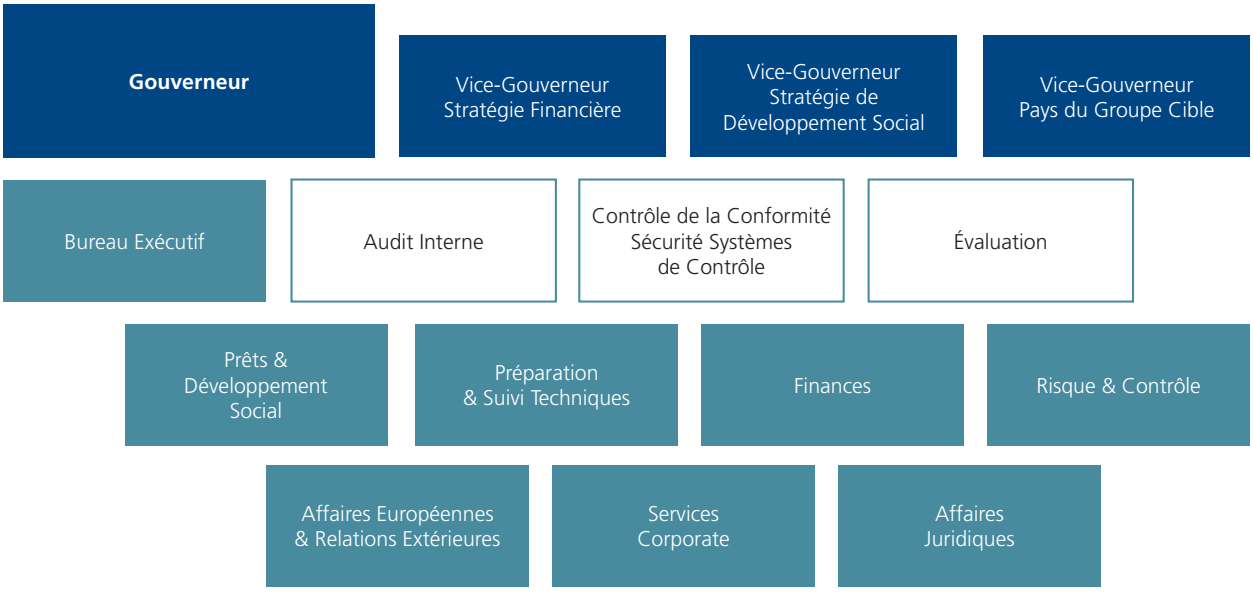
Arnaud VIOLETTE
Directeur du Risque & du Contrôle



Terje HAGEN
Directeur des Services Corporate



Jan DE BEL
General Counsel



Contrôle de la conformité

Le Bureau de la Directrice du Contrôle de la Conformité *(OCCO – Office of the Chief Compliance Officer)* est chargé de gérer les risques de non-conformité et de préserver la Banque des pertes financières et des atteintes à sa réputation. L'OCCO veille à ce que la prévention du blanchiment de capitaux, du financement du terrorisme, de la fraude fiscale et des pratiques fiscales dommageables ainsi que l'engagement pris par la CEB quant aux normes élevées d'intégrité, d'éthique, et de lutte contre la fraude et la corruption soient intégrés à toutes les phases du cycle des projets de la Banque. La protection des données à caractère personnel et la sécurité de l'information représentent un volet substantiel du mandat de l'OCCO au sein de la CEB et sont gérées par le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI).

En 2020, l'OCCO s'est rapidement adapté au nouvel environnement numérique généralisé par la pandémie de COVID-19. Le Bureau s'est attaché à maintenir la continuité des opérations en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données à caractère personnel ainsi que dans toutes les activités relatives à la conformité : les contrôles préalables pour les projets et les émissions obligataires, les validations des passations de marchés, l'éthique dans les affaires, le traitement des plaintes, les enquêtes et la formation en matière de conformité.

Plus particulièrement, l'OCCO a continué d'assurer quotidiennement sa mission de protection de second niveau contre les risques liés au financement des projets et aux activités de financement sur les marchés de capitaux. Outre l'évaluation des risques de non-conformité afférents au portefeuille de la Banque, l'OCCO a également réalisé une évaluation individuelle des risques de non-conformité pour chaque contrepartie, afin de garantir une cohérence avec les risques faibles d'atteinte à la réputation et d'autres risques non financiers.

Par ailleurs, en plus d'avoir procédé au lancement de son microsite au sein du portail Intranet de la CEB, le Bureau a poursuivi son projet d'actualisation et de refonte des documents relatifs à la politique de *compliance* et apporté sa contribution dans le cadre de l'évaluation des piliers de l'Union européenne dont la Banque fait l'objet.

Dans le cadre de son mandat de protection des systèmes d'information, l'OCCO a développé et mis en place un Plan stratégique pour la sécurité des systèmes d'information et un Plan d'action pour la protection des données à caractère personnel. À l'instar des institutions comparables à la CEB, le Bureau a poursuivi ses analyses d'impact de la situation des systèmes principaux de la Banque en matière de protection des données et a finalisé la revue et la mise à jour de la politique de classification des données, aujourd'hui prête à être adoptée.

En 2020, les activités de formation et de sensibilisation se sont poursuivies, principalement à distance. La session obligatoire d'introduction à la conformité destinée aux nouveaux collaborateurs s'est tenue en ligne, tandis que la réunion-débat avec l'Agence française anticorruption (AFA), destinée à l'ensemble du personnel, s'est déroulée en présentiel en janvier 2020. Quatre webinaires ont été organisés sur le thème de la gestion des mots de passe et une plateforme de formation en ligne a été mise en place pour assurer la continuité et l'efficacité de la formation et de la sensibilisation. Les messages du Gouverneur, qui donnent le ton depuis le sommet, ont confirmé le soutien indéfectible à la mission de l'OCCO et à la politique de tolérance zéro de la CEB en matière de fraude et de corruption. Au cours de l'année 2020, l'OCCO a publié deux bulletins d'information, traitant des risques accrus induits par le télétravail et de questions éthiques en général.

L'OCCO a également accueilli la première réunion annuelle virtuelle des responsables européens du contrôle de la conformité en 2020, qui a permis de réunir des participants issus de six Banques multilatérales de développement européennes autour de sujets tels que la culture de la conformité, les défis posés par la pandémie de COVID-19 ainsi que la conformité à la politique de signalement et aux exigences sociales, environnementales, et de gouvernance (ESG).

Audit interne

Le Bureau de l'Audit interne (AI) est une fonction permanente et autonome au plus haut niveau du système de contrôle interne de la CEB. Il garantit au Gouverneur et aux organes de contrôle de la CEB que les activités et les transactions sont correctement effectuées et contrôlées.

Le Cahier des charges de l'Audit interne explique le but, le statut et l'autorité de la fonction d'Audit interne. Afin de garantir l'indépendance et l'objectivité de son travail de vérification, le Bureau de l'Audit interne ne participe à aucune des activités opérationnelles de la Banque.

Il passe en revue les activités de la CEB ainsi que leurs risques inhérents et veille à ce qu'elles respectent les politiques, les procédures et les bonnes pratiques existantes. Il émet également des recommandations pour d'éventuelles améliorations.

La conduite des missions d'audit suit un programme de travail annuel découlant d'un plan d'audit pluriannuel basé sur les risques.

Évaluation

Le Bureau de l'Évaluation (EVO) contribue à l'apprentissage et à la redevabilité de la CEB, en procédant à l'évaluation objective des opérations, initiatives et instruments de la Banque et en partageant ses connaissances corroborées par des faits, dans le but d'améliorer les activités de la Banque et d'informer ses décideurs. La CEB veille à assurer l'indépendance de l'EVO dans l'élaboration et la mise en œuvre de son programme de travail, de sorte à garantir l'impartialité de la fonction d'évaluation et l'objectivité de son travail.

En 2020, l'EVO a lancé l'évaluation d'un prêt que la CEB a accordé à une institution financière coopérative en vue de cofinancer ses lignes de crédit à impact social. Les enseignements et les recommandations tirés de cette évaluation sont destinés à contribuer aux futures interventions de la CEB en faveur des entreprises qui s'engagent à adopter une conduite socialement et écologiquement responsable. De plus, l'EVO a préparé le terrain pour de prochains travaux d'évaluation sur des thèmes d'intérêt institutionnel. Ces travaux concernent l'engagement de la CEB auprès d'une sélection de banques nationales de développement/promotion économique, ainsi que et l'efficacité de l'instrument financier de la Banque de soutien au secteur public.

D'autre part, l'EVO consacre une attention particulière à la diffusion des connaissances obtenues grâce à ses évaluations. Des abrégés de ses trois dernières évaluations ont été publiés sur le site Internet de la CEB en 2020. L'un de ces abrégés concerne l'évaluation exhaustive des performances du Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF), créé en 2015 à la suite de la crise migratoire qui a touché de nombreux pays membres de la CEB. L'EVO a également publié un abrégé de l'évaluation d'une opération financée par la CEB axée sur les infrastructures judiciaires, et une synthèse de l'évaluation des opérations de la CEB en faveur des migrants, des rapatriés et des Roms.

Par ailleurs, l'EVO vise à promouvoir la visibilité de la Banque au sein de la communauté de l'évaluation et des professionnels du développement, et à renforcer le statut de la CEB en tant qu'institution financière internationale responsable, engagée en faveur du développement social. À cet égard, l'EVO a lancé en 2020 la nouvelle série de publications de la CEB intitulée *Perspectives d'évaluation*. Le premier numéro, publié en décembre 2020, est intitulé "*Holistic evaluation of housing projects and the 2030 Agenda for Sustainable Development: Some lessons from the field*". (Évaluation holistique des projets de logement et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 : quelques enseignements appris sur le terrain). Le document s'appuie sur les enseignements tirés de l'évaluation de plusieurs opérations de logement financées par la CEB à destination de groupes vulnérables, et plaide en faveur d'une approche holistique d'intégration sociale pour les projets de logement.

Enfin, la CEB a continué à utiliser les éclairages issus des évaluations et l'expérience acquise à des fins de partage des connaissances et de communication institutionnelle : des extraits des résultats d'évaluations ont été publiés dans le magazine d'information trimestriel de la Banque, *CEB Info* ; des entretiens sur les questions d'évaluation ont été diffusés sur les réseaux sociaux de la CEB ; des événements de partage des connaissances ont été organisés pour promouvoir en interne les enseignements factuels tirés des évaluations.

Durabilité

Dans ses dimensions à la fois sociale et environnementale, la durabilité est une composante essentielle des activités de financement et du fonctionnement interne de la CEB. En pratique, il s'agit de minimiser l'empreinte carbone de la Banque elle-même, de renforcer l'engagement des employés et de veiller à ce que les projets financés par la CEB améliorent efficacement les conditions de vie en Europe, en particulier des plus vulnérables, tout en contribuant positivement à relever les défis environnementaux et climatiques.

Toutes les directions et les divisions concernées de la Banque sont représentées au sein d'un réseau interne de 'correspondants Responsabilité sociale d'entreprise (RSE)', sous la coordination du Chef de la Division Responsabilité d'entreprise & communication et du Chargé de la RSE. Ce réseau couvre ainsi un large éventail de thèmes liés à la durabilité.

La performance d'ensemble de la Banque sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) est régulièrement évaluée par des agences de notation extra-financière. En 2020, l'agence de notation Vigeo Eiris s'est approchée de la CEB, qui a obtenu le niveau de performance *"Advanced"*. Les trois autres agences de notation extra-financière ayant évalué précédemment la performance ESG de la CEB ont confirmé leurs notations respectives au cours de l'année, à savoir les statuts *"Prime"* de la part d'ISS ESG et *"Leader"* de celle de MSCI ESG, ainsi que *"Negligible ESG Risk"* s'agissant de Sustainalytics (qui a changé sa méthodologie).

La pandémie de COVID-19 a renforcé l'importance de la durabilité et de la résilience, alors qu'elle exacerbe les inégalités et menace la cohésion sociale. Dans ce contexte, la CEB a démontré sa pertinence en tant que banque de développement social pour l'Europe, qu'atteste un soutien financier accru et aussi rapide, souple et ciblé, tout en assurant la continuité de ses propres activités via le télétravail et en préparant la reprise post COVID-19.

Les faits marquants en 2020 sont détaillés dans le Rapport sur la durabilité, où figure l'Index GRI (publié en parallèle du Rapport du Gouverneur).



Ressources humaines

En 2020, malgré les différentes difficultés personnelles et professionnelles posées par la pandémie de COVID-19, le personnel diversifié de la CEB s'est montré résilient, agile et productif. Outre l'augmentation notable des approbations de projets, en termes de performances individuelles, aucune notation partiellement insatisfaisante ni insatisfaisante n'a été attribuée à un agent de la Banque en 2020, pas plus qu'en 2019. Dans le détail, 10% des contributions ont été considérées comme "exceptionnelles", 22% qualifiées de "très bien" et 68% ont reçu l'évaluation "bien". Les congés de maladie ont diminué, et le télétravail et la productivité ont augmenté.

[Faits marquants]

- **209 agents permanents**
- **33 nationalités représentées par les agents**
- **54% de femmes et 46% d'hommes**
- **Personnel résilient, souple et productif malgré les difficultés liées à la pandémie de COVID-19**

► Effectifs

La CEB emploie 209 agents permanents, dont 54% de femmes et 46% d'hommes. La Banque compte 144 cadres (44% de femmes et 56% d'hommes) et 65 agents d'appui (75% de femmes et 25% d'hommes). L'âge moyen du personnel de la CEB est de 49 ans, avec une ancienneté moyenne de 11 ans.

Alors que certaines organisations internationales ont gelé les embauches en 2020 en raison du COVID-19, la CEB a maintenu son recrutement à distance afin d'éviter que des postes soient inoccupés, et le Gouverneur a nommé 17 agents : 16 nouvelles recrues et une promotion, celle d'une femme à un poste de direction. Par ailleurs, la Banque a privilégié l'embauche de personnel temporaire afin de répondre à des besoins ponctuels, une démarche qui s'est également révélée efficace pour satisfaire les besoins et éviter les risques.

Les nouveaux membres du personnel embauchés en 2020 comprennent 11 femmes et 5 hommes.

► Diversité dans les nominations

Au fil des années, la Banque a encouragé la diversité et l'inclusion, tout en s'efforçant de promouvoir les droits et les principes définis dans la nouvelle Charte sociale européenne. Les membres du personnel peuvent ainsi prétendre à une égalité de traitement sans discrimination directe ni indirecte, notamment en raison de leur origine raciale, ethnique ou sociale, de leur nationalité, de leur handicap, de leur âge, de leur statut marital ou parental, de leur genre ou orientation sexuelle, et de leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

La CEB surveille les indicateurs relatifs à trois principaux aspects en matière de diversité du personnel qu'elle recrute : genre, nationalité et parcours professionnel.

Genre : en 2020, les femmes représentaient 71% des nominations, un pourcentage en constante augmentation au cours des cinq dernières années, y compris parmi les grades A et pour des postes de grades A4 et supérieurs.

Comme mentionné plus haut, 11 des 16 recrues externes en 2020 étaient des femmes et cinq étaient des hommes. Parmi ces 11 femmes, une a été embauchée à un poste de direction, six à un poste de cadre et trois à un poste d'appui. Sur les cinq hommes, quatre ont été embauchés à un poste de cadre et un à un poste d'appui. Les deux postes de direction vacants ont été proposés à des femmes, à l'issue d'un recrutement externe (Directrice de la Préparation & du Suivi Techniques) et d'une promotion interne (Directrice du Bureau de l'Évaluation). Ces choix sont conformes à la Stratégie de la CEB en matière d'égalité et de diversité femmes-hommes.

Nationalité : les 17 nominations effectuées en 2020 représentent 12 nationalités différentes, y compris certains des pays les moins représentés comme la Lettonie, la Lituanie et la Suisse.

Parcours professionnel : parmi les agents nommés en 2020, la plupart sont issus d'autres organisations internationales (neuf nouveaux membres) ; ensuite viennent ceux qui possèdent une expérience dans les secteurs public et privé.

► Diversité et inclusion

Les principes de l'égalité et de la diversité femmes-hommes ont été intégrés au sein des politiques et processus internes de la CEB, en particulier dans l'Arrêté du Gouverneur relatif à la nomination et la Politique de formation. Grâce aux directives de gestion des performances, les évaluateurs sont encouragés à promouvoir un environnement qui valorise et récompense de manière égale les contributions des femmes et des hommes et qui sert d'exemple en faveur de la diversité de genre.

La Banque finalise actuellement le renouvellement de sa certification EDGE en faveur de l'égalité de genre. À cette fin, elle établit un plan d'action afin de renforcer encore davantage la parité, en consultation avec son groupe de travail sur la diversité de genre, qui inclut des représentants des différentes directions.

Plus spécifiquement, la CEB poursuivra ses efforts pour augmenter la proportion de femmes à tous les niveaux d'encadrement, en donnant la priorité au niveau de direction où les cadres supérieurs doivent prendre leur retraite au cours des prochaines années. Des mesures complémentaires seront prises pour améliorer l'équilibre de genre au niveau du personnel d'appui, où les postes sont encore occupés en majorité par des femmes. La CEB examinera aussi comment traiter son manque relatif d'attractivité dans certains pays moins bien représentés.

Pour encourager une culture managériale tenant compte des questions de genre, un programme de mentorat, lancé en 2019, a été finalisé en 2020. Onze femmes (des grades B6 à A3) et huit mentors (trois femmes et cinq hommes, des grades A4 à A6) se sont associés, sous l'égide d'un facilitateur externe. Une deuxième édition du programme de mentorat sera lancée en 2021 et ciblera les agents possédant entre un et trois ans d'expérience au sein de la CEB.

► Bien-être du personnel

Étant donné le recours soudain et étendu au télétravail au cours de l'année, et l'environnement incertain créé par le COVID-19, il a été proposé à tous les membres du personnel un atelier et des conseils individuels concernant l'ergonomie du poste de travail à domicile, ainsi qu'un webinaire sur la gestion du stress. Une formation aux premiers secours a aussi été organisée pour 18% du personnel, sur la base du volontariat, dans le cadre des formations régulières en matière de santé et de sécurité, tandis que l'association sportive de la Banque a maintenu ses cours via Zoom. La Journée annuelle de la CEB a quant à elle été remplacée par un jeu en ligne avec une équipe pluridirectionnelle.

La CEB reconnaît l'importance de trouver le bon équilibre entre les interactions numériques et physiques, et cherchera à rétablir des événements sociaux en 2021, au sein et hors de ses locaux en fonction des conditions sanitaires générales, afin de renforcer le sentiment d'appartenance à l'institution.

Avant la pandémie, 18% des agents avaient obtenu une autorisation de télétravail régulier, dans la limite d'un jour par semaine[4], et environ la moitié du personnel travaillait de temps à autre à domicile, en moyenne 4,7 jours par an. Le premier confinement en France, en mars 2020, a bouleversé cette situation : le télétravail à raison de cinq jours par semaine est soudainement devenu la norme pour l'ensemble du personnel. Comme le montre l'enquête EDGE menée auprès du personnel[5], 83% des femmes et 87% des hommes étaient d'accord, voire tout à fait d'accord, pour dire que, pendant la pandémie, leur supérieur hiérarchique immédiat leur avait accordé suffisamment de liberté pour accomplir leur travail sans nuire à leur vie personnelle.

Pour optimiser ses performances globales, la CEB continuera à améliorer la flexibilité des formules de travail, à diversifier son personnel, mais aussi à fournir des opportunités d'apprentissage et de développement professionnel à ses effectifs et à en prendre soin.

[4] L'Arrêté n° 07/2015 du Gouverneur de la CEB autorise le recours régulier au télétravail un jour par semaine ou cinq jours par mois, et pour un recours occasionnel dans la limite de 20 jours par an.

[5] Le processus de renouvellement de sa certification EDGE en faveur de l'égalité de genre (edge-cert.org) en cours de finalisation à la Banque incluait une enquête menée auprès du personnel, lancée en septembre et clôturée le 16 octobre, avec un taux de réponse de 61%.

Annexes projets et prêts

Projets approuvés (par pays)

En milliers d'euros

Pays	2020		2019		Total cumulé 2016-2020	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Allemagne	322 000	5,35	381 200	9,57	1 935 200	9,10
Andorre	12 000	0,20			12 000	0,06
Belgique			300 000	7,53	585 000	2,75
Bosnie-Herzégovine			26 135	0,66	41 635	0,20
Bulgarie					220 000	1,04
Chypre			40 000	1,00	72 000	0,34
Croatie	200 000	3,32	200 000	5,02	550 000	2,59
Espagne	797 000	13,23	250 000	6,28	2 584 000	12,15
Estonie	200 000	3,32	25 000	0,63	225 000	1,06
Finlande	120 300	2,00	50 000	1,26	530 300	2,49
France	350 000	5,81	221 200	5,55	1 383 800	6,51
Géorgie			25 000	0,63	46 500	0,22
Grèce	200 000	3,32	70 000	1,76	270 000	1,27
Hongrie	375 000	6,22			607 700	2,86
Irlande	33 700	0,56	150 000	3,77	468 700	2,20
Islande					10 000	0,05
Italie	705 000	11,70	420 000	10,55	2 072 000	9,74
Kosovo	37 000	0,61			37 000	0,17
Lettonie	150 000	2,49			177 000	0,83
Lituanie	449 000	7,45	125 000	3,14	624 000	2,93
Macédoine du Nord					10 000	0,05
Malte					29 000	0,14
Moldova (République de)	70 000	1,16	20 000	0,50	102 000	0,48
Monténégro	40 000	0,66	20 000	0,50	100 000	0,47
Pays-Bas			310 000	7,78	1 176 600	5,53
Pologne	150 000	2,49	340 332	8,54	2 092 807	9,84
Portugal					305 000	1,43
République slovaque	690 000	11,45	50 000	1,26	975 000	4,59
République tchèque	300 000	4,98	185 000	4,64	1 135 000	5,34
Roumanie	62 000	1,03	150 000	3,77	441 000	2,07
Saint-Marin	10 000	0,17			10 000	0,05
Serbie	302 000	5,01	324 000	8,13	876 000	4,12
Slovénie					100 000	0,47
Suède	100 000	1,66	200 000	5,02	660 000	3,10
Turquie	350 000	5,81	100 000	2,51	800 000	3,76
TOTAL	**6 025 000**	**100,00**	**3 982 867**	**100,00**	**21 264 242**	**100,00**

Prêts décaissés (par pays)

En milliers d'euros

Pays	2020		2019		Total cumulé 2016-2020	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Albanie	4 000	0,09	13 600	0,48	41 500	0,29
Andorre	8 400	0,19			8 400	0,06
Allemagne	381 400	8,56	95 340	3,35	973 592	6,75
Belgique	60 000	1,35	212 500	7,47	375 000	2,60
Bosnie-Herzégovine	23 728	0,53	12 423	0,44	66 238	0,46
Bulgarie	100 000	2,24	60 000	2,11	370 000	2,57
Chypre	22 000	0,49	11 500	0,40	89 000	0,62
Croatie	151 308	3,40	47 674	1,67	364 480	2,53
Espagne	565 340	12,69	249 953	8,78	1 706 793	11,84
Finlande	78 000	1,75	125 000	4,39	423 000	2,93
France	195 215	4,38	26 607	0,93	826 992	5,74
Géorgie	14 291	0,32	3 402	0,12	20 192	0,14
Grèce	157 500	3,54			157 500	1,09
Hongrie	292 915	6,58	43 012	1,51	507 264	3,52
Irlande	50 000	1,12	70 000	2,46	300 000	2,08
Islande			5 000	0,18	10 000	0,07
Italie	330 540	7,42	259 779	9,13	952 319	6,61
Kosovo	17 784	0,40			17 784	0,12
Lettonie	9 000	0,20	3 600	0,13	12 600	0,09
Lituanie	241 814	5,43	15 986	0,56	327 800	2,27
Macédoine du Nord	10 610	0,24	14 137	0,50	66 561	0,46
Moldova (République de)	17 473	0,39	1 877	0,07	35 993	0,25
Monténégro	22 362	0,50	13 091	0,46	59 920	0,42
Pays-Bas	199 942	4,49	147 057	5,17	941 517	6,53
Pologne	288 556	6,48	346 565	12,17	1 724 514	11,96
Portugal	54 300	1,22	85 000	2,99	175 300	1,22
République slovaque	485 863	10,91	252 000	8,85	1 107 326	7,68
République tchèque	315 000	7,07	200 000	7,03	940 012	6,52
Roumanie	137 582	3,09	42 290	1,49	298 388	2,07
Saint-Marin	7 000	0,16			7 000	0,05
Serbie	24 550	0,55	139 200	4,89	247 500	1,72
Slovénie	40 000	0,90	10 000	0,35	105 000	0,73
Suède	48 221	1,08	174 998	6,15	271 498	1,88
Turquie	100 000	2,24	165 000	5,80	882 790	6,12
TOTAL	**4 454 694**	**100,00**	**2 846 591**	**100,00**	**14 413 773**	**100,00**

Projets approuvés (par contrepartie)

En milliers d'euros

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet
Allemagne	Gewobag Wohnungsbau-Aktiengesellschaft Berlin	Construction et rénovation d'environ 5 384 logements visant à accroître et à moderniser le parc de logements sociaux et abordables dans le Land de Berlin. Bénéficiaires finaux : personnes à bas revenus et allocataires de logements sociaux, groupes de population vulnérables tels que les migrants, les étudiants, les personnes présentant un handicap et les personnes âgées résidant dans le Land de Berlin.	**100 000**	**1 759 000**
	Leipziger Wohnungs- und Baugesellschaft mbH	Extension d'un projet approuvé en 2019 en faveur d'investissements éligibles pour la construction de 424 nouveaux logements locatifs et de crèches, créant ainsi quelque 310 places supplémentaires pour des enfants. Bénéficiaires finaux : ménages à bas revenus, notamment les jeunes familles, familles monoparentales, personnes présentant un handicap, personnes âgées, sans-abris, migrants et réfugiés.	**42 000**	**219 000**
	UKE Immobilien-Verwaltungs GmBH & Co. KG	Construction de deux nouveaux bâtiments à usage médical et agrandissement du campus de recherche afin de doter Hambourg d'installations médicales et de recherche modernes, de capacités accrues et de techniques de diagnostic et de traitement de pointe. Bénéficiaires finaux : ensemble de la population de la ville et de sa périphérie, personnes âgées, étudiants et professeurs en médecine.	**180 000**	**365 000**
Andorre	Gouvernement	Achat de fournitures médicales et pharmaceutiques supplémentaires, d'équipements médicaux et de lits de soins intensifs, paiement des salaires et des heures supplémentaires du personnel médical et autre personnel déjà en poste ou nouvellement recruté, afin de limiter les effets de la pandémie de COVID-19. * Bénéficiaires finaux : résidents d'Andorre et personnes présentes sur le territoire national, directement touchés par la pandémie de COVID-19.	**12 000**	**13 400**
Croatie	Gouvernement	Dépenses liées à l'acquisition de fournitures médicales et pharmaceutiques, aux coûts de recrutement de personnel médical temporaire et extraordinaire, à des prêts en faveur de la Caisse d'assurance maladie et de collectivités locales pour compenser les pertes de recettes non fiscales, visant à limiter la propagation et les conséquences de la pandémie de COVID-19. Bénéficiaires finaux : habitants du pays, en particulier ceux qui nécessitent des soins médicaux, personnel soignant des professions médicales à travers le pays.	**200 000**	**222 500**
Espagne	Communauté Autonome de Madrid	Achat de fournitures médicales et pharmaceutiques supplémentaires, de matériel spécialisé nécessaire aux patients et le paiement des heures supplémentaires du personnel médical et non médical, en poste ou nouvellement recruté, afin de limiter les effets de la pandémie de COVID-19. * Bénéficiaires finaux : personnes touchées par le COVID-19 dans toute la Communauté autonome de Madrid, en particulier les plus vulnérables, comme les personnes âgées et les personnes souffrant de problèmes de santé.	**200 000**	**250 000**
	Communauté Autonome de Madrid	Extension d'un projet approuvé en 2018 pour financer des dépenses budgétaires publiques consacrées à des programmes de protection sociale et en particulier à l'entretien et à la modernisation de foyers médicalisés et autres établissements de soins, de centres de jour, d'appartements et de cantines sociales, ainsi qu'à des programmes de soutien et d'assistance spécialisée. * Bénéficiaires finaux : personnes vulnérables vivant à Madrid, notamment les personnes âgées, les personnes présentant des handicaps physiques et/ou mentaux, les sans-abris et les victimes de violences sexistes.	**200 000**	**1 340 000**
	Communauté Forale de Navarre	Dépenses budgétaires consacrées aux programmes de protection sociale et plus particulièrement aux activités d'aide sociale en vue de fournir des biens et des services de qualité dans les établissements spécialisés. * Bénéficiaires finaux : personnes âgées et personnes présentant un handicap, accueillies dans des centres de soins en résidence ou non, ainsi que leurs familles.	**50 000**	**100 000**
	Instituto de Crédito Oficial	Participation aux activités de prêt d'ICO en faveur d'institutions financières espagnoles, qui rétrocéderont les fonds via son instrument de financement qui cible principalement les travailleurs indépendants et les micros, petites et moyennes entreprises (TPE-PME), ce afin d'atténuer les effets de la crise du COVID-19 sur l'économie. Bénéficiaires finaux : employés des TPE-PME éligibles à travers le pays qui sont confrontés à de graves pénuries de liquidités en raison des conséquences de la pandémie.	**300 000**	**600 000**
	Transports de Barcelone, S.A.	Acquisition de 254 nouveaux bus électriques, hybrides (diésel/électrique) et au gaz naturel, et construction de stations de recharge et autres équipements connexes, afin d'améliorer la qualité, l'accessibilité et l'efficacité des services, la sécurité du réseau et de réduire aussi bien les émissions de dioxyde de carbone que la facture énergétique. * Bénéficiaires finaux : quelque 550 000 usagers quotidiens du réseau de bus publics de Barcelone et de ses environs, visiteurs, personnes les plus vulnérables comme les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite, les enfants, les élèves et les étudiants, et les familles défavorisées.	**47 000**	**135 000**

En milliers d'euros

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet
Estonie	Gouvernement	Investissements éligibles tels que les besoins en fonds de roulement et les investissements de TPE-PME, aides financières aux collectivités locales, soutien au niveau technique et en matière de recherche et développement dans le secteur médical et touristique, ainsi que des prêts d'urgence au secteur agricole ; l'objectif étant de limiter les effets de la crise liée à la pandémie de COVID-19, à préserver la viabilité des entreprises, à encourager la poursuite des investissements et à créer de la demande dans le secteur économique. Bénéficiaires finaux : habitants du pays, y compris les personnes âgées, ainsi que les salariés de TPE-PME de tout le pays qui pourront ainsi conserver leurs emplois.	**200 000**	**225 000**
Finlande	Ville de Kuopio	Extension d'un projet approuvé en 2018 pour la construction de nouveaux équipements et la restauration, la rénovation ou l'extension d'équipements existants programmés par la stratégie de la ville à l'horizon 2030. Bénéficiaires finaux : grande partie de la population de la ville, dont les enfants qui fréquentent les garderies et les écoles, le personnel enseignant, les jeunes familles, le public des manifestations culturelles et les usagers des bibliothèques et des équipements sportifs.	**50 000**	**350 000**
	Ville de Vantaa	Extension de projets approuvés en 2014 et 2018 en faveur d'infrastructures sociales telles que la construction de nouveaux équipements et la restauration, la rénovation ou l'agrandissement d'installations existantes dans la ville de Vantaa. Bénéficiaires finaux : nombreux habitants de la ville, d'âge et de différents groupes sociaux, dont certains vulnérables, comme les personnes âgées, les immigrés et les réfugiés, ainsi que les enfants, élèves, enseignants, patients des hôpitaux et personnes assistant à des manifestations culturelles, fréquentant les bibliothèques ou pratiquant des activités sportives.	**60 000**	**200 000**
	Tampere Region Student Housing Municipal Company	Construction de trois nouveaux ensembles résidentiels dans la région de Tampere afin d'améliorer de l'offre de logements pour les étudiants au cours des années à venir. Bénéficiaires finaux : étudiants et jeunes diplômés actifs qui auront accès à 258 logements neufs et à des installations rénovées, ce qui représente une capacité d'accueil de 360 personnes environ.	**10 300**	**24 700**
France	Département de la Seine-Saint-Denis	Construction, reconstruction et rénovation d'infrastructures d'éducation obsolètes et vétustes, et équipements associés, afin d'améliorer l'accessibilité aux bâtiments, les conditions d'apprentissage et de travail grâce à des installations neuves pour les activités de groupe et d'équipements scientifiques et numériques modernes. * Bénéficiaires finaux : élèves des établissements d'enseignement secondaire (collèges), personnel administratif et enseignants et personnes à mobilité réduite.	**200 000**	**702 000**
	Nantes Métropole	Investissements destinés à moderniser le réseau de tram et de bus de Nantes en renforçant la capacité, la fréquence, le confort, l'utilisation du réseau de transports collectifs ainsi que son accessibilité. * Bénéficiaires finaux : quelques 650 000 habitants de Nantes Métropole, visiteurs, personnes les plus vulnérables, notamment les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite et les familles défavorisées.	**150 000**	**317 000**
Grèce	Gouvernement	Acquisition de fournitures médicales et pharmaceutiques, équipements spécialisés, prestations de soins, recrutement de personnel médical et auxiliaires de soins supplémentaires en vue d'apporter une assistance médicale adaptée aux personnes touchées par le virus du COVID-19 et faire face rapidement à la situation d'urgence sanitaire provoquée par l'épidémie dans le pays. * Bénéficiaires finaux : habitants du pays, notamment les personnes atteintes du COVID-19 nécessitant une large gamme de services de soins et de dépistage, personnel médical exposé au virus.	**200 000**	**250 000**
Hongrie	Hungarian Export-Import Bank Plc	Investissements en immobilisation et en fonds de roulement des TPE-PME actives dans les secteurs de la production et des services liés à l'exportation qui bénéficieront ainsi d'un accès accru et plus favorable à des solutions de financement souples à moyen et long terme. Bénéficiaires finaux : TPE-PME éligibles, ainsi que des demandeurs d'emploi de Hongrie.	**50 000**	**100 000**
	Gouvernement	Investissements dans le secteur de l'éducation, concernant essentiellement l'augmentation de la capacité des salles de classe et le développement des installations d'éducation physique et sportive de certains établissements scolaires. * Bénéficiaires finaux : élèves du primaire et du secondaire répartis sur l'ensemble du territoire hongrois. Élèves et habitants des communes sélectionnées accèderont également aux piscines, installations d'éducation physique et sportive et terrains de handball en salle inclus dans le programme.	**150 000**	**318 000**

* Facilité de financement du secteur public (PFF)

Projets approuvés (par contrepartie)

En milliers d'euros

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet
Hongrie	Gouvernement	Achat de fournitures médicales et pharmaceutiques, d'équipement médical, frais de rapatriement du personnel médical bloqué à l'étranger, dépenses pour le renforcement des services du secteur national de la santé. * Bénéficiaires finaux : habitants du pays, en particulier, ceux touchés par le COVID-19 et nécessitant des soins médicaux.	**175 000**	**350 000**
Irlande	Conseil du comté de Cork	Série d'investissements du Conseil du comté de Cork dans le cadre du Programme d'investissements socialement durables, comprenant des équipements sociaux, éducatifs et récréatifs durables et autres mesures pour un meilleur environnement économique. Bénéficiaires finaux : grande partie de la population du comté de Cork, groupes de population vulnérables notamment les personnes âgées, les personnes présentant un handicap, les parents isolés et les femmes entrepreneurs.	**33 700**	**122 300**
Italie	Ente Ospedaliero Ospedali Galliera	Construction du nouvel hôpital Galliera, en remplacement du complexe historique actuel datant de 1888, afin de se conformer aux normes européennes les plus récentes en termes d'accessibilité et de services médicaux. Bénéficiaires finaux : actuels et futurs patients de la circonscription hospitalière concernée.	**75 000**	**154 000**
	IREN SpA	Investissements réalisés dans les provinces de Gênes et de Parme (partie nord-ouest du Pays), conformément au plan de services d'eau intégrés d'IREN SpA sur la période 2019-2021, qui permettra d'augmenter et d'améliorer le réseau de canalisations et d'égouts, ainsi que la construction de nouvelles stations d'épuration dans les régions concernées. Bénéficiaires finaux : habitants de 75 communes, soit environ 1,1 million de personnes.	**80 000**	**290 000**
	Istituto per il Credito Sportivo	Extension d'un projet approuvé en 2018 en faveur d'investissements de collectivités locales pour divers équipements sportifs de petite taille à travers le pays. Bénéficiaires finaux : grande partie de la population italienne, principalement les habitants des communes où ces équipements seront mis en place, les jeunes, les écoliers, ainsi que les personnes âgées et les personnes présentant un handicap pour qui l'accès sera facilité.	**100 000**	**670 000**
	Gouvernement	Financement de mesures et dépenses extraordinaires engagées par la protection civile italienne, telles que des coûts d'exploitation et de maintenance, l'acquisition d'équipements et de consommables, la transformation d'espaces nécessaires ou encore les frais de personnel médical temporaires et extraordinaires visant à ralentir rapidement la propagation du virus COVID-19 et atténuer les effets de la crise qui en découle. * Bénéficiaires finaux : citoyens italiens et étrangers présents sur le territoire, directement touchés par la pandémie, en particulier les plus vulnérables, telles que les personnes âgées et les personnes présentant des pathologies antérieures.	**300 000**	**350 000**
	Municipalité de Milan	Investissements éligibles dans des domaines tels que le renforcement du système de mobilité, la régénération et la requalification d'espaces publics, la modernisation d'écoles municipales et de logements sociaux publics. Tous les investissements prévus devraient intégrer des considérations de résilience conformément à la Stratégie d'Adaptation COVID-19 et à la Stratégie de Résilience en cours d'élaboration par la Municipalité. Bénéficiaires finaux : habitants de Milan et personnes qui vivent et travaillent dans la zone métropolitaine.	**50 000**	**1 300 000**
	Regione Lazio	Amélioration et modernisation d'hôpitaux et autres bâtiments administratifs pour une protection médicale et sociale de meilleure qualité, investissements dans la mobilité et la protection de l'environnement. Bénéficiaires finaux : habitants de la région du Latium, en particulier les personnes vulnérables sujettes aux maladies et nécessitant des soins médicaux, touristes visitant la Région et la capitale régionale et nationale, Rome.	**100 000**	**600 000**
Kosovo	Finca Kosovo	Sous-prêts à l'investissement en faveur de très petites entreprises, d'agriculteurs et de ménages dans tout le pays. Bénéficiaires finaux : personnes à bas revenus, en majorité des femmes entrepreneures, agro-entreprises, demandeurs d'emploi et ménages, n'ayant pas d'accès ou un accès limité au crédit bancaire. Environ 2 000 très petites entreprises, exploitations agricoles et ménages devraient bénéficier de ce Programme.	**2 000**	**4 000**
	Gouvernement	Dépenses d'urgence liées à l'achat d'équipements de diagnostic et de traitement médicaux, au renforcement des services de santé, ainsi qu'au versement de primes au personnel médical et d'officines pharmaceutiques luttant contre le COVID-19. * Bénéficiaires finaux : population du Kosovo, en particulier les personnes contaminées, le personnel médical exposé au virus, les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques et les prestataires liés aux soins médicaux.	**35 000**	**38 500**

En milliers d'euros

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet
Lettonie	Gouvernement	Acquisition de matériel médical et technique, aides financières aux ménages vulnérables, aux familles avec des enfants et au personnel médical, publication de communiqués urgents dans les médias et téléconsultations, afin de limiter et ralentir la propagation du COVID-19, soulager les contraintes budgétaires pesant sur le secteur de la santé publique et assurer la continuité des services essentiels. * Bénéficiaires finaux : habitants du pays, en particulier le personnel médical, les personnes nécessitant des traitements, les ménages et familles vulnérables dépendant d'une aide des collectivités locales et le personnel des secteurs participant à la lutte contre le COVID-19, ainsi que les élèves qui pourront continuer d'être scolarisés malgré la situation d'urgence.	**150 000**	**180 000**
Lituanie	Municipalité de Vilnius	Extension d'un projet approuvé en 2017 en faveur d'investissements s'inscrivant dans la stratégie à long terme de la Ville, notamment avec la construction de nouveaux équipements municipaux et sanitaires, ainsi que la restauration, la rénovation ou l'extension d'installations existantes, procurant ainsi une qualité de vie et des conditions d'études et de travail améliorées. Bénéficiaires finaux : habitants de Vilnius.	**35 000**	**140 000**
	Compagnie de bus de Kaunas (Kauno Autobusai)	Investissements éligibles visant à améliorer la qualité et la durabilité environnementale des transports publics grâce à la modernisation du parc de bus de la ville améliorant ainsi son utilisation, sa qualité, son efficacité, sa sécurité et son accessibilité. Bénéficiaires finaux : usagers du réseau de transport en commun de Kaunas (environ 80 millions de passagers par an), personnes les plus vulnérables, comme les personnes âgées, les personnes présentant un handicap, enfants, étudiants et ménages défavorisés	**21 500**	**52 540**
	Municipalité de Kaunas	Extension d'un projet approuvé en 2019 en faveurs d'investissements visant à répondre aux priorités stratégiques définies dans le Plan local de développement de la Ville de Kaunas. Bénéficiaires finaux : grande partie des habitants de la ville et sa région périurbaine, soit les usagers quotidiens des services municipaux, notamment les enfants et élèves des établissements scolaires, le public des manifestations culturelles, les usagers des installations sportives et les touristes.	**25 000**	**100 000**
	Gouvernement	Investissements publics mis en œuvre par le 'Programme National d'Investissements' (State Investment Programme) 2019-2021, incluant la modernisation d'établissements de santé à travers le pays, divers travaux dans des établissements d'enseignement, ainsi que l'amélioration d'installations sportives et la construction de nouveaux équipements. Bénéficiaires finaux : habitants du pays, soit environ 2,7 millions de personnes, en particulier les enfants, les élèves et les personnes qui assistent aux événements culturels et fréquentent les bibliothèques et les musées, les personnes pratiquant un sport et les personnes nécessitant un traitement médical.	**100 000**	**201 000**
	Gouvernement	Projet pour l'achat d'équipements de protection individuelle, de réactifs, de fournitures et matériel médical, d'installations d'apprentissage à distance et de mobilité à travers l'achat ou la location-bail d'ordinateurs, afin de lutter contre les problèmes engendrés par le COVID-19 et leurs conséquences économiques. Bénéficiaires finaux : habitants du pays, notamment les employés, les personnels de santé, les personnes nécessitant des soins, les familles vulnérables et le personnel des secteurs d'activité concernés par le COVID-19 et les élèves venant de familles socialement défavorisées.	**100 000**	**500 000**
	Gouvernement	Deuxième extension du projet décrit ci-dessus, pour un montant égal et un périmètre similaire.	**100 000**	
	Gouvernement	Extension d'un projet approuvé en 2019 en faveur d'investissements éligibles pour des travaux de rénovation d'immeubles résidentiels et d'amélioration de la qualité de vie par la réduction de la facture énergétique des logements, diminuant ainsi l'impact sur l'environnement. Bénéficiaires finaux : habitants du pays qui habitent dans des immeubles résidentiels, y compris des ménages à bas revenus.	**67 500**	**433 000**
Moldova (République de)	Gouvernement	Dépenses liées à l'achat de fournitures médicales et pharmaceutiques, au réaménagement ou à la conversion d'espaces et établissements dédiés à l'accueil et au traitement des patients, ainsi qu'aux prêts octroyés par le Ministère des Finances aux institutions financières participantes, qui rétrocéderont les fonds à des TPE-PME éligibles, ce afin de limiter la propagation et les conséquences de l'épidémie de COVID-19, alléger les effets de la crise sur les TPE-PME et préserver des emplois. * Bénéficiaires finaux : habitants du pays, en particulier le personnel médical, les personnes âgées et les personnes nécessitant des soins médicaux, ainsi que les salariés des TPE-PME de tout le pays.	**70 000**	**78 000**

* Facilité de financement du secteur public (PFF)

Projets approuvés (par contrepartie)

En milliers d'euros

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet
Monténégro	Gouvernement	Besoins en fonds de roulement et prêts à l'investissement de TPE-PME afin de limiter les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'économie du pays, en particulier sur le secteur durement touché des TPE-PME. Bénéficiaires finaux : salariés des TPE-PME éligibles de tout le pays.	**40 000**	**44 500**
Pologne	Europejski Fundusz Leasingowy SA (EFL), Wroclaw	Investissements éligibles réalisés par des TPE-PME à travers le pays opérant dans de multiples secteurs, dont la construction, le commerce de gros et de détail, l'industrie et la production manufacturière, ou l'agriculture, afin de créer de nouvelles perspectives d'emploi et préserver des emplois existants. Bénéficiaires finaux : TPE-PME éligibles, n'ayant pas accès, ou un accès limité aux prêts bancaires, demandeurs d'emploi dans tout le pays.	**150 000**	**300 000**
République slovaque	Gouvernement	Extension d'un projet approuvé en 2015 en faveur d'investissements pour cofinancer les Fonds structurels et d'investissement européens visant à favoriser l'utilisation durable et efficiente des ressources naturelles, à promouvoir une économie sobre en énergie et à faible émission de carbone, ainsi qu'à assurer une prestation durable des services publics à travers le pays. * Bénéficiaires finaux : grande diversité d'habitants du pays concernés par les sous-projets réalisés au titre des programmes opérationnels sélectionnés.	**300 000**	**6 000 000**
	Gouvernement	Acquisition de matériel et d'équipements de protection médicaux, réhabilitation ou transformation d'espaces, d'unités médicales et d'hôpitaux, soutien à des TPE-PME et entreprises de service public, dans le but d'atténuer la propagation et les conséquences du COVID-19 et l'impact de la crise sur l'économie nationale, ainsi qu'à assurer la continuité des services publics essentiels. * Bénéficiaires finaux : habitants du pays, en particulier les personnes âgées et les plus vulnérables au virus, les personnes en première ligne du dispositif de défense contre la pandémie de COVID-19, ainsi que les employés des TPE-PME et les prestataires de services publics.	**300 000**	**350 000**
	Slovenská sporiteľňa a.s. (SLSP)	Construction ou rénovation d'infrastructures urbaines et rurales, construction ou extension de locaux commerciaux et acquisition des biens de production nécessaires, ou encore investissements dans le domaine de l'efficacité énergétique. Bénéficiaires finaux : habitants des communes et des régions concernées, qui disposeront ainsi des équipements nécessaires à l'amélioration de leur niveau de vie, employés des TPE-PME éligibles et demandeurs d'emploi à travers le pays.	**80 000**	**160 000**
	Région autonome de Žilina	Extension d'un projet approuvé en 2015 destiné à l'amélioration de la qualité, de la fiabilité et de l'accès au réseau routier et de transport local, à l'achat de matériel médical reconstruction et équipement d'hôpitaux régionaux et e centres de santé, ainsi que le cofinancement et financement relais des Fonds structurels et d'investissement européens. Bénéficiaires finaux : quelque 690 000 habitants de la Région de Žilina.	**10 000**	**89 000**
République tchèque	Gouvernement	Acquisition de matériel médical et d'équipements de protection tels que masques, respirateurs, tests et médicaments, ainsi que les frais de transport et de distribution associés, visant à atténuer la propagation et les conséquences du COVID-19 et protéger la santé et la vie de la population. * Bénéficiaires finaux : habitants du pays et particulièrement, médecins, infirmières et personnes en première ligne du dispositif de défense contre la pandémie de COVID-19.	**300 000**	**350 000**
Roumanie	Raiffeisen Leasing Romania IFN SA	Extension d'un projet approuvé en 2017 destiné à des prêts personnels et des contrats de crédit-bail en faveur de TPE-PME roumaines pour la réalisation d'investissements productifs tels que l'achat de véhicules, de machines et d'équipement et l'acquisition de locaux de bureaux et de production en vue de poursuite de l'activité des entreprises et de créer et maintenir des emplois. Bénéficiaires finaux : salariés des TPE-PME éligibles sur l'ensemble du territoire.	**15 000**	**30 000**
	"Secteur 6" de la Municipalité de Bucarest	Investissements municipaux visant à répondre à un certain nombre de priorités environnementales et sociales définies par les autorités locales, notamment pour l'amélioration de l'efficacité énergétique d'immeubles d'habitation et d'établissements publics scolaires et préscolaires, la construction et l'équipement de bâtiments à consommation énergétique quasi nulle, ainsi que la construction de logements sociaux, d'une banque alimentaire et d'une cantine sociale. * Bénéficiaires finaux : habitants du "Secteur 6" de la Municipalité de Bucarest et, en particulier, les familles monoparentales, les personnes sans emploi, les personnes à faibles revenus, les personnes présentant un handicap et les personnes âgées.	**47 000**	**168 000**
Saint-Marin	Gouvernement	Dépenses extraordinaires dont l'achat de fournitures et consommables pharmaceutiques et de matériel médical, nécessaires à la réorganisation de l'hôpital de Saint-Marin (le seul du territoire), notamment pour la création de chambres isolées, afin de moderniser les services de santé et faire face à la situation d'urgence créée par l'épidémie de COVID-19. Bénéficiaires finaux : habitants du pays et personnes présentes sur le territoire, directement touchés par la pandémie de COVID-19, personnes les plus vulnérables comme les personnes âgées et celles contaminées par le virus, ainsi que les patients atteints de maladies chroniques, amenés à fréquenter régulièrement l'hôpital.	**10 000**	**13 303**

En milliers d'euros

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet
Serbie	Erste Bank a.d. Novi Sad	Investissements entrepris par des TPE-PME serbes concernant l'acquisition de biens d'équipements, la construction ou l'agrandissement de locaux commerciaux et industriels ainsi que le financement de leurs besoins en fonds de roulement grâce à un accès accru et plus favorable à des solutions de financement souples à moyen et long terme, leur permettant de créer et de maintenir des emplois viables, de promouvoir leur développement, de renforcer leurs activités d'exportation et de créer des opportunités d'emplois supplémentaires. Bénéficiaires finaux : TPE-PME éligibles, demandeurs d'emploi de tout le pays.	**30 000**	**60 000**
	Procredit Bank a.d.	Extension d'un projet approuvé en 2018 en faveur d'investissements mais aussi visant à répondre aux besoins urgents en fonds de roulement découlant des pénuries de trésorerie sans précédents provoquées par la pandémie de COVID-19. Bénéficiaires finaux : salariés des TPE-PME éligibles, demandeurs d'emploi de tout le pays.	**20 000**	**40 000**
	Gouvernement	Investissements en faveur de la rénovation, la reconstruction et le développement d'institutions culturelles, notamment des musées, des théâtres, des centres culturels et institutions similaires situées en majorité à Belgrade, dont notamment le Théâtre national et le Musée de la Yougoslavie. Bénéficiaires finaux : habitants du pays, en particulier ceux de Belgrade, plus de 1 000 agents travaillant régulièrement dans les institutions culturelles concernées, et les touristes.	**20 000**	**30 000**
	Gouvernement	Construction, installation et équipement de deux résidences universitaires, d'une capacité totale de 1 400 logements individuels, dans les villes de Belgrade et de Niš. Bénéficiaires finaux : étudiants de tout le pays recevant des aides financières de l'État, notamment ceux originaires des régions les moins développées ou issus de familles à revenus modestes. De plus, environ 10% des logements seront réservés aux étudiants de milieux défavorisés, tels que ceux qui n'ont pas de parents, aux réfugiés et aux étudiants de la minorité rom et d'autres minorités nationales.	**32 000**	**48 414**
	Gouvernement	Acquisition de matériel et d'équipements médicaux et pharmaceutiques nécessaires afin de limiter les effets du virus COVID 19 au début de la phase critique de la crise. * Bénéficiaires finaux : habitants du pays, en particulier les plus vulnérables comme les personnes atteintes par le COVID-19, les personnes âgées et celles souffrant déjà d'autres pathologies, ainsi que le personnel soignant des professions médicales de tout le pays.	**200 000**	**250 000**
Suède	Ville d'Uppsala	Dépenses d'investissement dans le secteur de l'éducation, notamment pour la construction de nouveaux établissements scolaires, ainsi que la rénovation ou l'agrandissement d'établissements et d'équipements existants, y compris sportifs. Les travaux de reconstruction répondront aux besoins d'extension afin d'accueillir plus d'élèves et à la réalisation de mesures d'efficacité énergétique. Bénéficiaires finaux : enfants des crèches, élèves des cycles d'enseignement obligatoire et de l'enseignement secondaire, réfugiés et migrants car ces écoles faciliteront leur intégration sociale.	**100 000**	**310 000**
Turquie	Gouvernement	Acquisition de matériel et d'équipements médicaux et pharmaceutiques, réaménagement ou conversion d'espaces, d'unités médicales et d'hôpitaux, construction d'hôpitaux de campagne temporaires, activités et campagnes d'information du public visant à limiter la propagation et les conséquences de l'épidémie de COVID-19 et à assurer les capacités et la continuité des services publics de santé essentiels. De plus, le prêt financera la prestation de soins par des tierces parties, comme des cliniques et hôpitaux privés, ainsi que les salaires du personnel médical recruté par le ministère de la Santé. * Bénéficiaires finaux : habitants du pays, en particulier ceux atteints du COVID-19 et personnel soignant des professions médicales de tout le pays.	**200 000**	**250 000**
	Gouvernement	Extension d'un projet approuvé en 2006 en faveur de la modernisation des réseaux ferroviaires suburbain et intercités à grande vitesse sur les bords de la mer de Marmara pour doter l'agglomération d'un système de transports publics locaux moderne, plus sûr et plus rapide, augmenter son accessibilité globale et diminuer les embouteillages et la pollution de l'air qui en découle. Bénéficiaires finaux : habitants d'Istanbul, en particulier quelque 1 million d'usagers quotidiens des transports en commun.	**150 000**	**1 367 000**
TOTAL			**6 025 000**	**22 915 000**

* Facilité de financement du secteur public (PFF)

Notes au lecteur

► Dénomination

Depuis sa création en 1956, la Banque a connu trois dénominations successives. Depuis le 1er novembre 1999, elle est connue sous le nom de CEB – Banque de Développement du Conseil de l'Europe.

► États membres

Au 31 décembre 2020, la Banque compte 42 États membres : Albanie, Allemagne, Andorre, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kosovo, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Moldova (République de), Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Saint-Siège, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie.

► Statuts

Les premiers statuts ont été adoptés par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 16 avril 1956 (résolution (56)9). Les nouveaux statuts, adoptés par le Comité des Ministres le 16 juin 1993 (résolution (93)22) sont entrés en vigueur le 18 mars 1997 après leur ratification par l'ensemble des États membres.

► Pays du groupe cible

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Macédoine du Nord, Malte, Moldova (République de), Monténégro, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovénie et Turquie.

► Projet approuvé

Projet présenté au Conseil d'administration qui en a approuvé le financement.

► Prêt décaissé

Prêt effectivement versé au bénéficiaire.

► Tranche de prêt

Le financement est versé par tranches, selon l'avancement des travaux, jusqu'au montant du plafond autorisé par le Conseil d'administration.

► Engagement de financement

Fraction de projets encore en attente de financement, pour lesquels un contrat-cadre a été signé.

► Compte de dividendes sociaux (CDS)

Abondé pour l'essentiel de la part approuvée par les actionnaires des revenus annuels de la Banque affectés à ce compte, il est utilisé pour financer les subventions destinées aux projets à impact social élevé. Celles-ci peuvent prendre la forme de bonifications d'intérêt, d'aide à l'assistance technique, de garanties de prêt ou de contributions.

► Encours de prêts

Montant total des prêts décaissés et non encore remboursés.

► Capital souscrit

Titres de participation émis par la CEB et souscrits par ses membres.

► Capital appelé

Capital total payé et à payer.

► Capital appelable

Différence entre le capital souscrit et le capital appelé.



Imprimé à 30 exemplaires

Crédits photos :

Couverture : Alex Potemkin - Morsa Images - andresr ; p. 2-3 : CEB ; p. 5 : Sylvie Dupic ; p. 7 : Harald Krichel ; p. 8 : SFGA ; p. 9 : Lari Bat ; p. 12 : Sundry Photography ; p. 13 : xavierarnau ; p. 14 : Azamat Imanaliev ; p. 15 : FG Trade ; p. 16 : deepblue4you ; p. 17 : Conor Mooney ; p. 18 : Hasselblad ; p. 19 : Vladimir Vladimirov ; p. 20 : ImagineGolf ; p. 21 : Gunnar Svanberg Skulason ; p. 22 : monkeybusinessimages ; p. 23 : Hispanolistic ; p. 24 : TommL ; p. 25 : sturti ; p. 26 : Bob Douglas ; p. 27 : vitranc ; p. 28 : Olivier Rateau ; p. 29 : Heiko Kueverling ; p. 32 : Slaven Jandjel ; p. 33 : Karlo Sutalo ; p. 36 : MangoStar_Studio ; p. 39 : Union européenne ; p. 40 : Savoy Film Productions ; p. 41 : 360° İletişim - Union européenne ; p. 42 : Union européenne ; p. 43 : Miroslav Kučera ; Photoshooterka ; p. 44 : WBIF - Union européenne ; p. 45 : Albanian Development Fund ; p. 46 : Wavebreakmedia ; p. 50 : damircudic ; p. 55 : Martin Barraud

Production : Carré communication • Impression : Azaprim

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55, avenue Kléber
FR-75116 PARIS - FRANCE
Tél. : +33 (0)1 47 55 55 00
Fax : +33 (0)1 47 55 03 38
Swift : CEFPFRPP
www.coebank.org

ISSN 2221-0105 (En ligne)
ISSN 1563-2598 (Imprimé)